

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 881

15 mai 2007

SOMMAIRE

4 Star Consulting S.A.	42288	Investec Finance S.à r.l.	42273
Angerbach S.à r.l.	42288	Investec S.A.	42274
Auf Bruch S.à r.l.	42273	Investec S.A.	42274
Bewise S.A.	42284	Investec S.A.	42272
Carpathian Holdings S.à r.l.	42284	K.I.Z. Luxembourg S.A.	42263
Cheficomin	42288	Leadership Solutions Europe Sarl	42279
China Furnitures Sarl	42276	Lux Classiques GmbH	42278
Cockspur Holding S.A.	42286	Luxeme S.à r.l.	42277
Corporation Investments S.A.	42262	NewTel S.A. et Cie S.E.C.S.	42272
Darmon S.A.	42263	Optique Berg S.A.	42287
EOI Property S.à r.l.	42286	Paisley S.à r.l.	42264
EPI Orange (Netherlands) S.à r.l.	42279	Patron Lepo X S.à r.l.	42287
EURO-Rescue S.à r.l.	42281	PDP Holding S.A.	42274
Field Point (Luxembourg) II	42263	Pershore Management Limited, S.à r.l. ..	42252
Forêt Holding S.A.	42286	Philae S.A.	42274
Glacier Investment I GP	42272	Porte de Pétange S.A.	42277
Goodlux S.à r.l.	42285	Raval Europe S.A.	42288
Goodwill Benelux	42285	Réalisations techniques des collectivités S.à r.l.	42276
Grands Horizons S.A.	42275	Société Internationale de Soudure S.A. ..	42262
HBI Delta GP S.à r.l.	42284	Stelarlux Capital	42242
Headlight Holding S.A.	42262	S.Tile Investments S.A.	42275
Hezias B.V.	42287	Superga Lux S.A.	42274
H.I.S. S.A.	42277	Topinambour S.A.	42286
H.I.S. S.A.	42285	Total Management Associates S.A.	42272
Iberint Holding S.A.	42279	Total Management Associates S.à r.l.	42272
Immobilière Arenberg S.A.	42285	Wolff-Weyland Noerdange S.A.	42285
Investec Finance S.à r.l.	42273		
Investec Finance S.à r.l.	42273		

Stelarlux Capital, Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 125.102.

STATUTS

L'an deux mille sept, le vingt-sept février.

Par-devant Maître André-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Michel-Yves Bolloré, dirigeant de sociétés, demeurant au 5, rue du Conseiller Collignon, F-75116 Paris (l'Actionnaire).

Lequel comparant, agissant en son nom personnel, a requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts (ci-après, les Statuts) d'une société anonyme qu'il déclare constituer et qu'il a arrêté comme suit:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de STELARLUX CAPITAL (ci-après, la Société).

La Société peut avoir un associé unique (ci-après, l'Associé Unique) ou plusieurs actionnaires. La Société ne pourra pas être dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Associé Unique.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg). Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (ci-après, le Conseil d'Administration).

Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la Société. La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après.

Art. 4. Objet Social. La Société a pour objet social (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, notamment actives dans les secteurs de l'industrie de la finance, de la communication, des loisirs et spectacles et de l'immobilier, (ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces (notamment d'obligations ou de parts émises par des fonds commun de placement luxembourgeois ou par des fonds étrangers, ou tout autre organisme similaire), de prêts ou toute autre facilité de crédit, ainsi que des contrats portant sur les titres précités ou y relatifs et (iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé notamment d'actifs tels que ceux définis dans les paragraphes (i) et (ii) ci-dessus).

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut être partie à un type de contrat de prêt et elle peut procéder à l'émission de titres de créance, d'obligations, de certificats, d'actions, de parts bénéficiaires, de warrants et d'actions, y compris sous un ou plusieurs programmes d'émissions. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, à des sociétés affiliées et à toute autre emprunteur.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées ou de toute autre personne. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut passer, exécuter, délivrer ou accomplir toutes les opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêt de titres ainsi que toutes autres opérations similaires. La Société peut, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques. La Société peut acquérir, louer, exploiter et céder des immeubles situés au Luxembourg et à l'étranger.

Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large.

Art. 5. Capital Social. Le capital social souscrit est fixé à EUR 31.000,- (trente-et-un mille euros) représenté par 310 (trois cent dix) actions ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale de EUR 100,- (cents euros) chacune.

Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après.

Art. 6. Actions. Les actions sont et resteront nominatives.

Un registre de(s) actionnaire(s) est tenu au siège social de la Société où il peut être consulté par tout actionnaire. Ce registre contient le nom de tout actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, le montant libéré pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts des actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions est établie par inscription dans le dit registre.

La Société peut racheter ses propres actions dans la limite prévue par la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la loi sur les sociétés).

Les actions émises sont rachetables, conformément à l'article 49-8 de la loi sur les sociétés. La Société pourra procéder au rachat de ses actions pour un montant correspondant à leur valeur nominale totale, y compris la prime d'émission, sauf si elle a déjà été remboursée aux détenteurs des actions, mais à l'exclusion de toute prime d'émission affectée à la réserve légale, si existante, et y compris tout dividende couru, non encore déclaré portant sur les actions rachetées, au moment du rachat.

Les conditions suivantes s'appliquent au rachat des actions de la Société:

- les actions doivent être entièrement libérées;
- le rachat ne peut s'effectuer qu'en utilisant les sommes disponibles pour une distribution, conformément à la loi sur les sociétés, y compris le montant de la prime d'émission non affecté à la réserve légale ou les revenus issus d'une nouvelle émission d'actions effectuée en vue de procéder à un tel rachat;
- un montant égal à la valeur nominale des actions faisant l'objet du rachat sera affecté, lors du rachat, à une réserve légale et ne pourra être distribué aux actionnaires, sauf dans le cas d'une réduction du capital souscrit par capitalisation des réserves. Cette exigence ne s'appliquera pas à un rachat utilisant les revenus procurés par une nouvelle émission d'actions, effectuée dans le but de procéder au rachat;
- lors du rachat, un avis de rachat d'actions sera publié, en conformité avec la loi sur les sociétés;
- l'accord de l'assemblée générale des actionnaires est requis pour procéder au rachat des actions.

Art. 7. Transfert des Actions.

7.1. Restrictions au transfert

En cas de pluralité d'actionnaires, un actionnaire ne peut, sauf en accord avec cet article 7, transférer tout ou partie de ses actions, obligations convertibles, droits de souscription et en général tout droit dont la valeur est directement liée ou dépendante des actions de la Société (les Titres).

7.2. Droit de refus préalable

(a) Dans le cas où un actionnaire (le Vendeur) propose de vendre tout ou partie de ses titres et reçoit une offre bona fide d'un tiers (le Tiers Acheteur) d'acheter tout ou partie de ses titres de la Société (les Titres Offerts), et que le Vendeur désire vendre les Titres Offerts, le Vendeur doit fournir une preuve écrite et les informations concernant les Titres Offerts aux autres actionnaires (les Autres Actionnaires) (une Notification de Transfert) ainsi que les renseignements concernant:

- (i) le prix d'achat pour les Titres Offerts proposés à un Tiers Acheteur (le Prix de Transfert);
- (ii) le nombre de Titres à transférer;
- (iii) l'identité du Tiers Acheteur proposé, les informations concernant la personne le contrôlant ainsi que les conditions matérielles conclues entre le Vendeur et le Tiers Acheteur au moment de la Notification de Transfert; et
- (iv) la preuve que le Tiers Acheteur a les ressources nécessaires pour remplir les obligations financières relatives à cet accord.

(b) Aucun autre Actionnaire ne doit prendre contact avec le Tiers Acheteur ou toute personne mentionnée dans les informations sans le consentement préalable du Vendeur, consentement qui ne peut, de façon non raisonnable, être retenu, mais qui peut être donné en fonction de conditions raisonnables que le Vendeur peut, à sa discrétion, établir.

(c) Une Notification de Transfert peut être révoquée ou retirée par le Vendeur à tout moment avant la délivrance par un Autre Actionnaire d'une Notification d'Acceptation (comme définie dans la Section 7.1. (d) ci-dessous). Une Notification de Transfert n'est pas susceptible de modification sans l'accord écrit préalable de l'Autre Actionnaire.

(d) A la réception de la Notification de Transfert et pour une période de 15 jours ouvrables étant entendus comme les jours où les banques sont ouvertes à Luxembourg (la Période d'Acceptation), chacun des Autres Actionnaires a le droit d'acheter tous (mais pas moins que tous) les Titres Offerts, à un prix et à des conditions matérielles qui ne sont pas moins favorables que ceux contenus dans la Notification de Transfert. Un Autre Actionnaire doit exercer son droit

d'achat des Titres Offerts par notification écrite (la Notification Ecrite) délivrée à la Société, à son siège social, avec copie au Vendeur, à tout moment pendant la Période d'Acceptation.

(e) Si, pendant la Période d'Acceptation, un ou plusieurs des Autres Actionnaires délivrent une Notification d'Acceptation portant sur les Titres Offerts, le Conseil d'Administration doit attribuer les Titres Offerts entre les candidats et en cas de concurrence, au prorata (tel qu'approximativement possible) en fonction du nombre de Titres déjà détenus, étant donné qu'aucun candidat n'est tenu d'acquérir plus de titres que le nombre maximum de Titres Offerts qu'il souhaitait acquérir. Le Conseil d'Administration donne notification des affectations (la Notification d'Affectation) au Vendeur et Autres Actionnaires auxquels les Titres Offerts ont été affectés et doit préciser dans la Notification d'Affectation le lieu et la date à laquelle la vente et l'achat des Titres Offerts doivent être réalisés, cette date intervenant le plus tôt possible et se situant de préférence endéans les quinze (15) jours ouvrables suivant la fin de la Période d'Acceptation.

(f) Chaque Autre Actionnaire sera obligé d'acheter, et le Vendeur sera obligé de vendre à chaque Autre Actionnaire, les Titres Offerts pour lesquels les Autres Actionnaires ont donné une Notification d'Acceptation.

(g) Si les Autres Actionnaires n'exercent pas ou ne réussissent pas à exercer leurs droits d'achat sur tous les Titres Offerts, ils donnent leur consentement au transfert, et le Vendeur doit transférer les Titres Offerts (tous mais pas moins que tous) par une vente bona fide au Tiers Acheteur à un prix n'étant pas inférieur au prix de Transfert et à des conditions qui ne sont pas plus favorables au Tiers Acheteur que les conditions matérielles désignées dans la Notification de Transfert, étant donné qu'un tel transfert doit être réalisé dès que raisonnablement possible et de préférence dans les trente (30) jours ouvrables suivant la fin de la Période d'Acceptation.

7.3. Transfert Incorrect

Toute tentative de transfert de Titres autre qu'expressément prévue dans cet article est nulle et non avenue.

7.4. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) actionnaire (s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société peut également accepter comme preuve de transfert d'actions d'autres instruments de transfert, dans lequel les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, et jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Obligations. Les obligations émises par la Société sous forme nominative ne peuvent, en aucun cas, être converties en obligations au porteur.

Art. 9. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société. Dans l'hypothèse d'un Associé Unique, l'Associé Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un associé unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (ci-après, l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le troisième mercredi du mois d'octobre, à 15 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres Assemblées Générales pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation, au sein des limites de la municipalité de Luxembourg.

Art. 10. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des actionnaires de la Société, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 11. Administration de la Société. La Société est administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne sont pas nécessairement actionnaires de la Société, et qui sont de catégorie A ou B. Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (ci-après, la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui la représentera comme Administrateur de la Société, conformément à l'article 51bis de la loi sur les sociétés.

Le(s) administrateur(s) sont élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société déterminent également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 12. Réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration doit nommer un président (ci-après, le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Associé Unique. Le Président préside toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommeront un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration sont convoquées par le Président ou par deux administrateurs, ou par tout actionnaire représentant plus de 50% du capital assorti du droit de vote de la Société, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Le Conseil d'Administration se réunira au moins quatre fois par an au siège de la Société, à savoir aux mois de mars, juin, septembre et décembre.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration est donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant au lieu et place prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur peut se faire représenter au Conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise un autre administrateur comme son mandataire. Un seul mandat par administrateur est acceptable.

Un membre du Conseil d'Administration peut représenter plus d'un administrateur empêché lors de la réunion du Conseil d'Administration si au moins deux administrateurs sont physiquement présents à la réunion du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du Conseil d'Administration et pour autant qu'au moins un administrateur A et un administrateur B soient présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion et ne sont valables que si au moins un administrateur A et un administrateur B ont voté en faveur de telles décisions.

Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Art. 13. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par un Administrateur A et par un Administrateur B.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs sont signés par un Administrateur A et par un Administrateur B.

Art. 14. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 15. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 16. Signatures autorisées. La Société ne sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers que par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, dont un Administrateur de catégorie A et un Administrateur de catégorie B, ou (ii) la signature de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 17. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 18. Commissaire(s) aux comptes. Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes ou, dans les cas prévus par la loi, par un réviseur d'entreprises externe et indépendant. Le commissaire aux comptes est élu pour une période n'excédant pas six ans et il est rééligible.

Le commissaire aux comptes est nommé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

Art. 19. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} juin de chaque année et se termine le 31 mai de l'année suivante.

Art. 20. Affectation des Bénéfices. Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et doivent être payés aux lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la loi sur les sociétés.

Art. 21. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 22. Modifications statutaires. Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la loi sur les sociétés.

Art. 23. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la loi sur les sociétés.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 mai 2007.
- 2) La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2007.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant déclare qu'il souscrit les 310 (trois cent dix) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions ont été libérées par l'Associé Unique à hauteur de 100% (cent pour cent) par paiement en numéraire, de sorte que le montant de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration - Estimation des frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi de 1915 et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi sur les sociétés.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est estimé approximativement à la somme de trois mille (3.000,-) euros.

Résolutions de l'associé unique

Le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. le nombre d'administrateurs est fixé à 4 (quatre), 1 (un) administrateur étant un administrateur de catégorie A et les 3 (trois) autres administrateurs étant des administrateurs de catégorie B;

2. la personne suivante est nommée administrateur de catégorie A de la Société:

- Monsieur Michel-Yves Bolloré, ayant son adresse privée au 5, rue du Conseiller Collignon, F-75116 Paris, né le 8 décembre 1945;

et les personnes suivantes sont nommées administrateurs de catégorie B de la Société:

- Patrick (Charles Hubert) Ferrand Saint Paul, ayant son adresse professionnelle au 49, boulevard Prince Henri à L-1724 Luxembourg, né le 23 mai 1948;

- Christian (René Léon) Descoups, ayant son adresse privée à 10, rue Camille Merch à L- 5860 Luxembourg, né le 3 juillet 1956;

- Jean-François (Marie Columba) Caeymaex, ayant son adresse privée au 10, rue Jean-Pierre Koenig, à L-1865 Luxembourg, né le 9 juillet 1949.

Monsieur Ferrand Saint Paul est nommé président du conseil d'administration.

3. AUDIT.LU, ayant son siège social à 18, rue Hiehl, Junglinster, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.620 est nommé commissaire aux comptes de la Société;

4. le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés prendra fin à l'issue de la première assemblée générale ordinaire statutaire de la Société;

5. le siège social de la société est fixé au 140, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg;

6. les administrateurs ont droit à une rémunération brute sous forme de tantièmes de EUR 10.000,- par an et par personne.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and seven on the twenty-seventh day of February.

Before Us, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Michel-Yves Bolloré (the Shareholder), company director, residing 5, rue du Conseiller Collignon in F-75116 Paris

Such appearing party, acting in his respective capacities, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation (the Articles) of a company, which he declares to establish as follows:

Art. 1. Form and Name. There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name of STE-LARLUX CAPITAL (the Company).

The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (Luxembourg). It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the Articles, as prescribed in article 22 below.

Art. 4. Corporate objects. The corporate objects of the Company are (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, notably companies active in the financial, communications, leisure and entertainment industry or real estate business, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings) and receivables, claims or loans or other credit facilities and agreements or contracts relating thereto, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above).

The Company may borrow in any form. It may enter into a type of loan agreement and it may issue notes, bonds, debentures, certificates, shares, beneficiary parts, warrants and any kind of debt or equity securities including under one or more issuance programmes. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other borrower.

The Company may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other person. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may buy, rent, develop and sell real estate located in Luxembourg and abroad.

The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate objects shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects.

Art. 5. Share capital. The subscribed share capital is set at EUR 31,000.- (thirty one thousand euro) consisting of 310 (three hundred and ten) ordinary shares in registered form with a par value of EUR 100.- (one hundred euros) each.

The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in article 22 below.

Art. 6. Shares. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

A register of the shareholder(s) of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholders. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Luxembourg act dated 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act).

The shares are issued as redeemable shares in accordance with article 49-8 of the Companies Act. The Company may redeem its shares for an amount corresponding to their total nominal value, including share premium, except where already refunded to the holders of shares, but excluding any share premium allocated to the legal reserve if any and including, as well as any dividend accrued but not yet declared on the shares so repurchased at the time of redemption.

The following conditions will be applicable to the redemption of the shares of the Company:

- the shares must be fully paid-up;
- the redemption can only be made by using sums available for distribution in accordance with the Companies Act, including share premium not allocated to legal reserve, or the proceeds of a new issue of shares made with a view to carry out such redemption;
- an amount equal to the nominal value of all the shares which shall be redeemed must be upon the redemption thereof included in a reserve which can not be distributed to the shareholders except in the event of a reduction of the subscribed capital; the reserve may only be used to increase the subscribed capital by a capitalisation of reserves, except that this requirement shall not apply to a redemption using the proceeds of a new issue of shares made with a view to carry out such redemption;
- a notice of redemption shall upon the redemption be published in accordance with the Companies Act;
- a consent by a general meeting of the shareholders is required for this redemption of shares.

Art. 7. Transfer of shares.

7.1. Restrictions on transfer

A shareholder may not, save in accordance with this article 7, transfer all or part of its shares, convertible bonds, subscription rights and generally all rights whose value is directly linked to or dependent on the shares of the Company (the Securities).

7.2. Right of first refusal

(a) In the event a shareholder (the Seller) proposes to sell all or part of its Securities and receives a bona fide offer from a third party (the Third-Party Purchaser) to purchase all or part of its Securities in the Company (the Offered Securities), and the Seller desires to sell the Offered Securities, the Seller shall disclose written evidence and details of the Offered Securities to the other shareholders (the Other Shareholders) (a Transfer Notice) together with details of:

(i) the cash purchase price for the Offered Securities being offered by any Third-Party Purchaser (the Transfer Price);

(ii) the number of Securities to be transferred;

(iii) the identity of the proposed Third-Party Purchaser, information regarding any person controlling it together with the other material terms agreed between the Seller and the Third-Party Purchaser at the time of the Transfer Notice; and

(iv) evidence that the Third-Party Purchaser has the appropriate resources to fulfil its financial obligations under this agreement.

(b) No Other Shareholders shall make contact with the Third-Party Purchaser or any other person mentioned in the details, without the prior written consent of the Seller, which consent shall not be unreasonably withheld but may be given subject to such reasonable conditions as the Seller may, in its discretion, establish.

(c) A Transfer Notice may be revoked or withdrawn by the Seller at any time prior to the delivery by an Other Shareholder of an Acceptance Notice (as defined in Section 7.1. (d) below). A Transfer Notice shall not be capable of amendment without the prior written consent of each Other Shareholder.

(d) On receipt of the Transfer Notice and for a period of fifteen (15) Business Days being any day where banks are open for general business in Luxembourg thereafter (the Acceptance Period), each of the Other Shareholders shall have the first right to purchase all (but not less than all) of the Offered Securities, at the price and upon the terms and conditions no less favorable than the material terms contained in the Transfer Notice. An Other Shareholder shall exercise its right to purchase the Offered Securities by notice in writing (an Acceptance Notice) delivered to the Company at its registered office, with a copy to the Seller, at any time during the Acceptance Period.

(e) If one or more of the Other Shareholders shall, within the Acceptance Period, deliver an Acceptance Notice applying for the Offered Securities, the Board of Directors shall allocate such Offered Securities to or among the applicants and, in the case of competition, pro rata (as nearly as possible) according to the number of Securities of which they already hold, provided that no applicant shall be obliged to take more than the maximum number of Offered Securities applied for by it as aforesaid. The Board of Directors shall forthwith give notice of such allocations (an Allocation Notice) to the Seller and to the Other Shareholders to whom the Offered Securities have been allocated and shall specify in such Allocation Notice the place and date at which the sale and purchase of the Offered Securities shall be completed, such date to be as soon as reasonably practicable and preferably within fifteen (15) Business Days of the expiration of the Acceptance Period.

(f) Each Other Shareholder shall become bound to purchase, and the Seller shall become bound to sell to each Other Shareholder, the Offered Securities upon that Other Shareholder giving an Acceptance Notice.

(g) Where the Other Shareholders do not exercise or fail to exercise their rights to purchase all of the Offered Securities, they shall be deemed to have given consent to the transfer, and the Seller shall be entitled to transfer the Offered Securities (being all but not less than all) in a bona fide arm's length sale to the Third-Party Purchaser at a price being not less than the Transfer Price and on terms no more favorable to the Third-Party Purchaser than the material terms designated in the Transfer Notice, provided that such transfer shall be completed as soon as reasonably practicable and preferably within thirty (30) Business Days of the expiration of the Acceptance Period.

7.3. Improper Transfer

Any attempt to transfer any Securities other than as specifically provided for in this article shall be null and void.

7.4. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder (s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 8. Debt securities. Debt securities issued by the Company in registered form (obligations nominatives) may, under no circumstances, be converted into debt securities in bearer form (obligations au porteur).

Art. 9. Meetings of the shareholders of the Company. In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

In the case of a plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the third Wednesday of the month of October, at 3 p.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place within the boundaries of the municipality of Luxembourg and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 10. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices. The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 11. Management. The Company shall be managed by a Board composed of at least three (3) directors who need not be shareholders of the Company but that will be either A or B directors.

When a legal person is appointed as a member of the Board (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as member of the Board in accordance with article 51bis of the Companies Act.

The director(s) shall be elected by the General Meeting. The shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, a General Meeting shall promptly be convened by the auditor and held to appoint new directors.

Art. 12. Meetings of the Board. The Board shall appoint a chairman (the Chairman) among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the single shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his/her absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors present or by proxy at such meeting.

The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors or by any shareholder representing more than 50% of the voting capital of the Company, at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

The Board will meet at least four times a year at the registered office of the Company, in the months of March, June, September and December.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed, of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another director as his or her proxy. Each director may hold only one proxy.

One member of the Board may represent more than one conflicted member at a meeting of the Board provided that always at least two members who are present in person.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors and only if at least one A director and one B director are present or represented.

Decisions shall be taken by the majority of the votes of the directors present or represented at such meeting and shall be valid only if at least one A and one B director have voted in favour of such decisions.

In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall not have a casting vote.

Art. 13. Minutes of meetings of the Board. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by one A and one B director.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by one A director and one B director.

Art. 14. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Companies Act 1915 or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 15. Delegation of powers. The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 16. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters only by (i) the joint signatures of any two members of the Board, at least one of which must be a category A director and the other a category B director, or (ii) the signature of the persons to whom such signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power.

Art. 17. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

Art. 18. Statutory Auditor(s). The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), or, where requested by the law, an independent external auditor (réviseur d'entreprises). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be eligible for re-appointment.

The statutory auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholders of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the general meeting of shareholders of the Company with or without cause.

Art. 19. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1 June and shall terminate on 31 May of the following year.

Art. 20. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

The dividends may be paid in euros or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act.

Art. 21. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in article 22 below. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 22. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Companies Act.

Art. 23. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Act 1915.

Transitional provisions

- 1) The first business year begins on this day and ends on 31 May 2007.

2) The first annual General Meeting will be held in 2007.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes to 310 (three hundred and ten) shares representing the total share capital of the Company.

All these shares have been paid up by the Shareholder to an extent of 100% (one hundred per cent.) by payment in cash, so that the sum of EUR 31,000.- (thirty-one thousand euro) paid by the Shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the Companies Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Companies Act.

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at three thousand (3,000.-) euro.

Resolutions of the sole shareholder

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. the number of directors is set at 3 (three) directors, one (1) director being the category A director and two (2) directors being the category B directors;

2. the following person is appointed as category A director:

- Mr Michel-Yves Bolloré, whose private address is 5, rue du Conseiller Collignon, F-75116 Paris, born on 8 December 1945;

and the following persons are appointed as category B directors:

- Patrick (Charles Hubert) Ferrand Saint Paul, with professional address at 49, boulevard Prince Henri in L-1724 Luxembourg, born on 23 May 1948;

- Christian (René Léon) Descoups, with private address at 10, rue Camille Merch in L-5860 Luxembourg, born on 3 July 1956;

- Jean-François (Marie Columba) Caeymaex, with private address at 10, rue Jean-Pierre Koenig, in L-1865 Luxembourg, born on 9 July 1949.

Mr Ferrand Saint Paul is appointed chairman of the board of directors.

3. AUDIT.LU, whose registered office is 18, rue Hiehl, Junglinster, registered with the trade and companies register of Luxembourg, under the number B 113.620 as statutory auditor (commissaire aux comptes) of the Company;

4. that the terms of office of the members of the Board and of the statutory auditor will expire after the first annual General Meeting of the Company;

5. that the address of the registered office of the Company is at 140, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg;

6. that the directors may be remunerated by director fees of EUR 10,000.- gross per person and per annum.

Whereof the present notarial deed was drawn up in, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person appearing signed the present deed together with the notary.

Signé: M.-Y. Bolloré, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2007. Relation: LAC/2007/778. — Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mars 2007.

A. Schwachtgen.

Référence de publication: 2007040320/230/604.

(070037073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2007.

Pershore Management Limited, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 125.129.

—
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the ninth day of February.

Before the undersigned Maître Paul Bettingen, notary, residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

FABRIZIO S. à r.l., with registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg under number B117898, duly represented by its manager, MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., itself represented by Mr Wim Rits, private employee, residing professionally at 46A, avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the attorney in fact of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to enact the following:

I. The appearing party, represented as stated hereabove, is the Sole Shareholder of PERSHORE MANAGEMENT LIMITED, a company limited by shares, duly organized under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at Palm Grove House, P.O. Box 438, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, IBC number 1051345 having an issued share capital of one US Dollars, represented by one share with a nominal value of one US dollars (1.- US\$) each.

II. That the Sole Shareholder is duly represented at the meeting, which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, after examination of the following agenda:

Agenda:

1. Ratification of the resolutions taken by the meeting of the Directors of the Company, held on the 7th of February 2007 in Tortola (British Virgin Islands);

2. To transfer the registered office and the principal establishment of PERSHORE MANAGEMENT LIMITED from Tortola, British Virgin Islands to Luxembourg, without any prior dissolution and the simultaneous transformation of PERSHORE MANAGEMENT LIMITED into a company of Luxembourg nationality (S.à r. l.), to continue to operate under the name of PERSHORE MANAGEMENT LIMITED, S.à. r.l. and to fix the share capital to 12,500.- Euro divided into 12,500 shares without nominal value.

3. Approval of the closing balance sheet of the Company previously of British Virgin Islands nationality, as per 7th of February 2007, and of the opening patrimonial statement of the Company henceforth of Luxembourg nationality.

4. Adaptation of the Articles of Association of PERSHORE MANAGEMENT LIMITED to Luxembourg Law.

5. To appoint as manager of PERSHORE MANAGEMENT LIMITED S.à r.l.: MANACOR (LUXEMBOURG) S. à r.l., with full power to bind the company by its individual signature.

6. Confirmation that all the assets and all the liabilities of the Company previously of British Virgin Islands nationality, without limitation, remain the ownership in their entirety of the Luxembourg company which continues to own all the assets and continues to be obliged by all the liabilities and commitments of the company previously of British Virgin Islands nationality.

7. Establishment of the registered office of PERSHORE MANAGEMENT LIMITED S.à. r.l. in Luxembourg at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The following resolutions have been passed:

First resolution

The Sole Shareholder ratifies the resolutions taken by the meeting of the Directors of the Company held on the 7th of February 2007 in Tortola (British Virgin Islands).

The said meeting of the Directors resolved, among others,

- that the domicile of the company be changed as of the 7th of February 2007 from the British Virgin Islands to Luxembourg;

- that MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg under number B 9.098, be appointed as the persons responsible to enact all administrations matters pertaining to the change of domicile of the Company from the British Virgin Islands to Luxembourg.

A copy of the minutes of said meeting of the directors of the Company stating the resolution to transfer the registered office to Luxembourg, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to transfer the registered office and the principal establishment of PERSHORE MANAGEMENT LIMITED from Tortola, British Virgin Islands to Luxembourg, without any prior dissolution and the simultaneous transformation of PERSHORE MANAGEMENT LIMITED into a company of Luxembourg nationality (S.à r.l.) and to continue to operate under the name of PERSHORE MANAGEMENT LIMITED, S.à r.l.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the closing balance sheet of the Company previously of British Virgin Islands nationality, as per 7th February 2007.

The Sole Shareholder decides to change the capital currency from USD into EURO at the exchange rate USD/EUR in force on February 9, 2007 (being US\$ 1.- = EUR 0,76851);

The net asset value of the Company amounting to EUR 57,942.50, the Sole Shareholder represented as stated here-above decides to convert part of the «premium» as stated in the Company's balance sheet as at 7th February 2007 i.e. EUR 12,499.23149 into capital in order to raised the Company's share capital from its amount of EUR 0.76851 to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares without designation of the nominal value.

The Company's balance sheet as at February 7, 2007, initialled ne varietur by the attorney in fact of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

- all the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares are held by FABRIZIO S.à.r.l.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the Articles of Association, which after total update to conform them to the Luxembourg law, will have henceforth the following wording:

Art. 1. Name. There is hereby formed a «Société à responsabilité limitée», private limited liability company under the name PERSHORE MANAGEMENT LIMITED, S.à r.l. (the «Company») governed by the present Articles of incorporation and by current Luxembourg laws, and in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (the «Law»), and the law of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on «Sociétés à responsabilité limitée».

Art. 2. Object. The purpose of the Company shall be the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and securities of whatever nature, including bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and other intellectual property rights.

The Company may borrow in any way form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt or other equity securities. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other companies which form part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further mortgage, pledge, hypothecate, transfer or otherwise encumber all or some of its assets. The Company may generally employ any techniques and use any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations risk, interest rate fluctuation risk and other risks.

The Company may furthermore carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions, which are or may be conducive to the above.

Art. 3. Registered office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of managers.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of partner(s) deliberating in the manner provided by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any partner.

Art. 5. Capital. The capital of the Company is set at Euro twelve thousand five hundred (Euro 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares without designation of the nominal value.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of partner(s) adopted in the same manner required for amendment of the Articles.

Art. 6. Shares. Each share of the Company confers an identical voting right and each partner has voting rights commensurate to his shareholding.

The shares are freely transferable among the partners.

Shares may not be transferred to non-partners unless partners representing at least three-quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

The Company shall have power to redeem its own shares. Such redemption shall be carried out by a unanimous resolution of an extraordinary general meeting of the partner(s), representing the entirety of the subscribed capital of the Company.

Art. 7. Management. The Company is managed by one or several managers. In case of plurality of managers, the managers constitute a board of managers composed of two classes of managers (A and B).

The manager(s) need not be partners of the Company.

The managers shall be appointed by a resolution of the general meeting of partners taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole partner, by decision of the sole partner which determines their powers, their remuneration and the duration of their mandate. The general meeting of partners or the sole partner (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of partners or to the sole partner (as the case may be) fall within the competence of the board of managers.

Art. 8. Representation. The signature of the sole manager shall bind the Company. In the case of plurality of managers, the Company shall be bound at any time by the joint signature of a class A manager together with a class B manager or by the joint signature of two managers B for any engagement under an amount previously determined by the board of managers. The board of managers may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be partner(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 9. Procedure. In case of plurality of managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Notice can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax or any other electronic means of communication of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

A majority of managers present in person, by proxy or by representative are a quorum, provided that there is one class A manager and one class B manager present.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax or any other electronic means of communication, another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate in a meeting of the board of managers by phone, videoconference, or electronic means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Except as otherwise required by these Articles, decisions of the board are adopted by at least a simple majority of the managers present or represented and composed of at least one vote of each class of managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated in writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or fax, or by phone, teleconferencing or and other suitable telecommunication means.

A written resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman.

Art. 10. Liability of the managers. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company he is only responsible for the execution of his mandate.

Art. 11. General meetings of partners. General meetings of partners are convened by the board of managers, failing which by partners representing more than half of the capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall specify the time and place of the meeting.

If all partners are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any partner may act at any general meeting by appointing in writing another person who need not be partner.

Resolutions at the meetings of partners are validly taken in so far as they are adopted by partners representing more than half of the share capital of the Company.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of partner(s) at a majority in number of partners representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole partner exercises alone the powers devolved to the meeting of partners by the provisions of the Law.

As a consequence thereof, the sole partner takes all decisions that exceed the powers of the board of managers.

Art. 12. Annual general meeting. An annual general meeting of partners approving the annual accounts shall be held annually, at the latest within six months after the close of the accounting year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

Art. 13. Financial year. The Company's financial year begins on the 1st January and closes on the 31st December.

Art. 14. Annual accounts. At the end of each financial year, the board of managers will draw up the annual accounts of the Company which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities.

Each partner may inspect annual accounts at the registered office of the Company.

Art. 15. Supervision of the company. If the partners number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor (commissaire), who may or may not be partner(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of partners following appointment.

At the end of this period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of partners.

Where the thresholds of article 215 of the Law of 1989 on the commercial companies are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditor (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of partners or the sole partner (as the case may be) amongst the members of the «Institut des réviseurs d'entreprises».

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditor may be appointed by resolution of the general meeting of partners or of the sole partner (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Art. 16. Allocation of profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued capital.

The general meeting of partners may decide, at the majority vote determined by the Law, that the excess be distributed to the partners proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 17. Interim dividends. Notwithstanding the provisions of article 16 of the Articles and subject to the prior approval or ratification by the general meeting of partners, the board of managers may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Art. 18. Winding-up - Liquidation. The general meeting of partners at the majority vote determined by the Law, or the sole partner (as the case may be) may decide the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of partners or the sole partner (as the case may be) which will specify their powers and determine their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be allocated to the partner(s) proportionally to the shares they hold.

Art. 19. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Fifth resolution

The Sole Shareholder appoints as sole manager for an unlimited period, with power to bind the company by its individual signature:

- MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., with registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg under number B 9.098,

Sixth resolution

The Sole Shareholder confirms that all the assets and all the liabilities of the Company previously of British Virgin Islands nationality, without limitation, remain the ownership in their entirety of the Luxembourg company which continues to own all the assets and continues to be obliged by all the liabilities and commitments of the company previously of British Virgin Islands nationality.

Seventh resolution

The Sole Shareholder confirms the establishment of the registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Valuation

For registration purposes the sum of 75,396 US Dollar is valued at 57,942.50 EURO (exchange rate USD/EUR in force on February 9, 2007 (being US\$ 1.- = EUR 0.76851)).

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately two thousand five hundred Euro (EUR 2,500.-).

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxy holder, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le neuf février.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire, de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

FABRIZIO S. à r.l., avec siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 117.898, dûment représentée par son gérant, la société MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., avec siège social à Luxembourg, 46a, avenue J.F. Kennedy, R.C.S. Luxembourg B numéro 9.098, elle-même représentée par M. Wim Rits, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 46a, avenue J.F. Kennedy, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée ne varietur par la personne comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme dit ci-avant a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Que laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, déclarant agir en sa qualité d'Associé Unique de PERSHORE MANAGEMENT LIMITED, une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Palm Grove House, P.O. Box 438, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, IBC numéro 1051345,

Que l'Associé Unique est valablement représenté à la présente assemblée, qui est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

1. Ratification des résolutions prises par la réunion des administrateurs tenue le sept février 2007 à Tortola (British Virgin Islands).

2. Transfert du siège social de PERSHORE MANAGEMENT LIMITED de Tortola (Iles Vierges Britanniques) à Luxembourg, sans dissolution préalable et transformation simultanée de PERSHORE MANAGEMENT LIMITED en une société de nationalité luxembourgeoise (S.à r.l.), continuation de ses activités sous le nom PERSHORE MANAGEMENT LIMITED S.à r.l. et fixation du capital social à 12.500,- Euros, divisé en 12.500 parts sociales sans valeur nominal.

3. Approbation du bilan de clôture de la société, précédemment de nationalité des Iles Vierges Britanniques, arrêté au 7 février 2007 et du compte d'ouverture de la société, désormais de nationalité luxembourgeoise;

4. Adaptation des statuts de la société au droit luxembourgeois.

5. Nomination, en tant que gérant de la société, de MANACOR (LUXEMBOURG) S.A. avec pleins pouvoirs pour engager la société par sa signature individuelle.

6. Confirmation que tous les actifs et passifs de la société précédemment de nationalité des Iles Vierges Britanniques restent sans limitation et dans leur entièreté la propriété de la société luxembourgeoise, laquelle continuera à être propriétaire de tous les actifs et à être obligée par tous les passifs et engagements de la société, précédemment de nationalité des Iles Vierges Britanniques.

7. Etablissement du siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Les résolutions suivantes sont adoptées:

Première résolution

L'Associé Unique ratifie les résolutions prises lors de la réunion des administrateurs tenue le 7 février 2007 à Tortola (Iles Vierges Britanniques).

Il a été décidé entre autres lors de ladite réunion:

que le siège de la société est transféré dès le 7 février 2007 des Iles Vierges Britanniques à Luxembourg;

que MANACOR (LUXEMBOURG) S.A. est désignée en tant que personne responsable de la réalisation de toutes les formalités administratives relatives au changement de siège social de la société des Iles Vierges Britanniques à Luxembourg.

Une copie du procès-verbal de ladite réunion des administrateurs de la société reprenant la décision de transférer le siège social à Luxembourg, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social et le principal établissement de PERSHORE MANAGEMENT LIMITED de Tortola (Iles Vierges Britanniques) à Luxembourg, sans dissolution préalable, avec transformation simultanée de PERSHORE MANAGEMENT LIMITED en une société de nationalité luxembourgeoise (S.à r.l.) et continuation de ses activités sous le nom PERSHORE MANAGEMENT LIMITED S.à r.l. et fixation du capital social à 12.500,- Euros, divisé en 12.500 parts sociales sans valeur nominal.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver le bilan de clôture de la société précédemment de nationalité des Iles Vierges Britanniques, arrêté au 7 février 2007.

L'Associé unique décide de modifier la devise du capital de USD en EURO (taux de change du 7 février 2007: 1,- USD = 0,76851 EUR).

Ledit bilan de clôture révèle un actif net de 75.396,- US Dollars, soit 57.942,50 Euros.

L'actif net de la Société s'élevant à EUR 57.942,50, l'associé unique représenté comme dit ci-avant décide de convertir partiellement la «premium» à savoir EUR 12.499,23149 tel que cela résulte du bilan de la Société arrêté au 7 février 2007 en capital en vue d'augmenter le capital social pour le porter de son montant actuel de EUR 0,76851 à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

Ledit bilan, après avoir été signé ne varietur par le notaire instrumentant et le mandataire restera annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

Toutes les 12.500 parts sont détenues par FABRIZIO S.à.r.l.

Quatrième résolution

L'Associé unique décide de modifier les statuts, qui après refonte totale pour les mettre en conformité avec le droit luxembourgeois, auront désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est constitué par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination PERSHORE MANAGEMENT LIMITED, S.à r.l. (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur et en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), et les lois du 18 septembre 1933 et 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitées.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition d'intérêts de propriété, au Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises, sous quelque forme que ce soit ainsi que la gestion de ces intérêts de propriété. La Société peut notamment acquérir par voie de souscription, achat ou échange ou par tout autre moyen toutes valeurs, actions et titres/garanties de quelque nature que ce soit en ce compris les obligations, certificats, certificats de dépôt et tous autres instruments et plus généralement tous titres/garanties, instruments financiers émis par une entité

privée ou publique quelle qu'elle soit. La Société peut également participer dans la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et autres droits de propriété intellectuelle.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de créances et obligations et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances négociables. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations à ses filiales, sociétés affiliées et sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut en outre gager, hypothéquer, céder ou de tout autre manière grever tout ou partie de ses actifs. La Société peut en général employer toutes techniques et utiliser tous instruments en relation avec ses investissements en vue de leur gestion optimale, incluant les techniques et instruments en vue de protéger la société contre les risques de crédit, de fluctuation des devises et des taux d'intérêts et autres risques.

La Société peut encore mener à bien toutes activités commerciales, financières ou industrielles ou toutes transactions aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés prise dans les conditions requises par les Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou des succursales (permanents ou non) au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou sont imminents, elle pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille mesure temporaire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance de la Société.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 5. Capital. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros.- (12.500,- Euros), représenté par douze mille cinq cents.- (12.500) parts sociales sans valeur nominale;

Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des associés adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales. Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels à sa participation au capital social.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social réunis en assemblée générale.

Pour le surplus, les dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales s'appliqueront.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

La Société pourra procéder au rachat de ses propres parts sociales.

Un tel rachat ne pourra être décidé que par une résolution unanime de l'assemblée générale extraordinaire des associés représentant la totalité du capital souscrit de la Société.

Art. 7. Gérance. La société sera gérée par au moins un gérant. Dans le cas où plus d'un gérant serait nommé, les gérants formeront un conseil de gérance composé au moins d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Les gérants peuvent ne pas être associés.

Les gérants sont désignés par décision de l'assemblée générale des associés délibérant à la majorité simple des voix, ou le cas échéant, par décision de l'associé unique qui détermine l'étendue de leurs pouvoirs, leur rémunération et la durée de leur mandat. L'assemblée générale des associés ou le cas échéant, l'associé unique, pourra à tout moment, et ad nutum révoquer et remplacer tout gérant.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou le cas échéant à l'associé unique, par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance.

Art. 8. Représentation. Dans le cas d'un gérant unique, la seule signature de ce gérant liera la Société. Dans le cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée par la signature collective d'un gérant de classe A et un gérant de classe B ou par la signature conjointe de deux gérants de classe B pour tout engagement inférieur à un montant préalablement déterminé par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, lequel peut ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société.

Le conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/ leurs mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leurs mandat(s).

Art. 9. Procédure. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisit parmi ses membres un président. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui est responsable de la rédaction du procès-verbal de réunion du conseil de gérance ou pour d'autres fins telles que spécifiées par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation de l'un d'entre eux.

Une convocation à une réunion du conseil de gérance devra être adressée à chacun des gérants avant la date fixée pour cette réunion, sauf urgence, dont la nature devra alors figurer dans le procès-verbal de réunion.

Toute convocation devra spécifier l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Convocation peut être adressée à chaque gérant oralement, par écrit, télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié.

Il peut être renoncé à la convocation par consentement écrit, par télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié de chaque gérant.

La réunion est valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou dûment représentés.

Deux gérants présents en personne, par procuration ou par mandataire forment le quorum, avec au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence, ou tout autre moyen de télécommunication approprié permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre en même temps. Une telle participation à une réunion est réputée équivalente à une participation en personne à une réunion des gérants.

Sauf dispositions contraires des Statuts, les décisions du conseil de gérance sont adoptées par majorité simple des gérants, présents ou représentés composée au moins par une voie de chaque catégorie de gérants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ce cas, les résolutions ou décisions sont expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication approprié.

Une résolution écrite peut être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 11. Assemblées générales des associés. Les assemblées générales des associés sont convoquées par le conseil de gérance ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé. Toutes les convocations doivent spécifier la date et le lieu de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit un tiers qui peut ne pas être associé.

Les résolutions ne sont valablement adoptées en assemblées générales que pour autant qu'elles soient prises par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

En conséquence, l'associé unique prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil de gérance.

Art. 12. Assemblée générale annuelle. Une assemblée générale des associés se réunira annuellement pour l'approbation des comptes annuels, au plus tard dans les six mois de la clôture de l'exercice social, au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Art. 13. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 14. Comptes annuels. A la clôture de chaque exercice social, le conseil de gérance établira les comptes annuels qui contiendront l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 15. Surveillance de la société. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s), qui peut ne pas être associé.

Chaque commissaire sera nommé pour une période expirant à la date de l'assemblée générale des associés suivant sa nomination.

A l'expiration de cette période, le(s) commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés.

Lorsque les seuils fixés par l'article 215 de la loi de 1989 sur les sociétés commerciales seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés ou le cas échéant par l'associé unique, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Nonobstant les seuils ci dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseurs peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou le cas échéant de l'associé unique, qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Art. 16. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

L'assemblée générale des associés peut décider, à la majorité des voix telle que définie par la Loi, de distribuer au titre de dividendes le solde du bénéfice net entre les associés proportionnellement à leurs parts sociales, ou de l'affecter au compte report à nouveau ou à un compte de réserve spéciale.

Art. 17. Dividende intérimaire. Nonobstant les dispositions de l'article seize des Statuts, et sous réserve d'une approbation préalable ou ratification de l'assemblée générale des associés, le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 18. Dissolution - Liquidation. L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des voix telle que fixée par la Loi, ou le cas échéant l'associé unique peut décider la dissolution ou la liquidation de la Société ainsi que les termes et conditions de celle-ci.

La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique, le cas échéant, qui détermine leurs pouvoirs et rémunérations.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés proportionnellement à leur participation.

Art. 19. Disposition générale. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

Cinquième résolution

L'Associé unique nomme en tant que gérant pour une durée illimitée, avec pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle:

MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., avec siège à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 9.098.

Sixième résolution

L'Associé unique confirme que tous les actifs et passifs de la société précédemment de nationalité des Iles Vierges Britanniques restent sans limitation et dans leur intégralité la propriété de la société luxembourgeoise, laquelle continuera à être propriétaire de tous les actifs et à être obligée par tous les passifs et engagements de la société, précédemment de nationalité des Iles Vierges Britanniques.

Septième résolution

L'Associé unique confirme à l'unanimité l'établissement du siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Evaluation

Pour les besoins de l'enregistrement, la somme de 75.396,- US Dollars est évaluée à 57.942,50 EURO (taux de change du 7 février 2007: 1,- USD = 0,76851 EUR).

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes à deux mille cinq cents Euro (EUR 2.500,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: W. Rits, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 21 février 2007, vol. 32CS, fol. 10, case 4. — Reçu 579,42 euros.

Le Releveur (signé): Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 8 mars 2007.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2007040687/202/517.

(070037454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2007.

Société Internationale de Soudure S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5441 Remerschen, 10, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 117.762.

Le 12 mars 2007, Monsieur Jean-Luc Jourdan, directeur de société demeurant professionnellement au 32, avenue Monterey L-2163 Luxembourg a démissionné de ses fonctions d'administrateur de la société.

Pour mention, délivré sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2007.

J.-L. Jourdan.

Référence de publication: 2007041050/1134/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mars 2007, réf. LSO-CC03597. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070038051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2007.

Headlight Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 105.259.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 30 juin 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2007.

Pour HEADLIGHT HOLDING S.A.

G. Birchen

Administrateur

Référence de publication: 2007040913/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2007, réf. LSO-CC02406. - Reçu 22 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070037622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2007.

Corporation Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 109.975.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2007.

Pour CORPORATION INVESTMENTS S.A.

P. Toussaint / E. Magrini

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007040915/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2007, réf. LSO-CC02411. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070037626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2007.

Darmon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 50.358.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mars 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007040920/1012/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2007, réf. LSO-CC02557. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070037483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2007.

K.I.Z. Luxembourg S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 37.383.

Constituée par-devant M^e Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Mersch, maintenant à Luxembourg, en date du 3 juillet 1991, acte publié au Mémorial C n^o 3 du 4 janvier 1992, modifiée par-devant le même notaire en date du 16 avril 1992 et du 23 décembre 1993, actes publiés au Mémorial C n^o 421 du 23 septembre 1992 et au Mémorial C n^o 155 du 21 avril 1994. Le capital a été converti en EUR par acte sous seing privé le 7 août 2000, acte publié au Mémorial C n^o 322 en date du 27 février 2002.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour K.I.Z. LUXEMBOURG S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007040918/29/19.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2007, réf. LSO-CC02415. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070037631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2007.

Field Point (Luxembourg) II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 114.791.

Extrait des Résolutions des Associés du 26 janvier 2007

L'associé du FIELD POINT (LUXEMBOURG) II Sarl (la «Société»), a décidé comme suit d'accepter la démission du gérant suivant avec effet immédiat:

- Michel Van Krimpen, né le 19 février, 1968 à Rotterdam, Pays-Bas, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346, Luxembourg;

L'associé de la Société a décidé de nommer à la même date le gérant suivant, avec effet immédiat et ce pour une durée illimitée:

- Thijs van Ingen, né le 5 décembre 1974 à Tiel, Pays-Bas, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg;

Luxembourg, le 6 février 2007.

E. Gottardi.

Référence de publication: 2007041037/710/20.

Enregistré à Luxembourg, le 9 février 2007, réf. LSO-CB02195. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070037905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2007.

Paisley S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 125.155.

—
STATUTES

In the year two thousand seven, on the ninth day of March.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

CLS LUXEMBOURG S.à r.l., a private limited liability company, incorporated and existing under Luxembourg law, with registered office at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register, section B under number 110.163

here represented by:

Mr Frank Helmut Walenta, lawyer, residing professionally at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg,

by virtue of a power of attorney given in Luxembourg, on 8 March, 2007.

Said power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such proxy holder, in the capacity in which he acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which the prenamed party declares to hereby incorporate.

Chapter I.- Name - Duration - Object - Registered office

Art. 1. Name and Duration. There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under Luxembourg law by the name of PAISLEY S.à r.l. (hereafter the «Company»).

The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to receive or grant licenses on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect participation and to group companies, any assistance including financial assistance, loans, advances or guarantees.

The Company may carry out any industrial or commercial activity which directly or indirectly favors the realization of its objects.

Art. 3. Registered office. The Company has its registered office in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholder, or in case of plurality of shareholders, of its shareholders.

The Company may have offices and branches (whether or not permanent establishments), both in Luxembourg and abroad.

Chapter II.- Corporate capital

Art. 4. Capital. The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR), represented by five hundred (500) ordinary shares having a par value of twenty-five Euro (25.- EUR) per share.

The subscribed share capital may be changed at any time by decision of the single shareholder or, as the case may be, by decision of the shareholders' meeting deliberating in the same manner provided for amendments to the Articles.

Art. 5. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 6. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares are freely transferable to non-shareholders.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorized by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorization is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the survivors.

Art. 7. Redemption of shares. The Company shall have power, subject to due observance of the provisions of the law on commercial companies dated 10th August, 1915, as amended (the «Law»), to acquire shares in its own capital.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of shareholders.

Chapter III.- Management - Meeting of the board of managers - Representation - Authorized signatories

Art. 8. Management. The Company is administered by one or more managers. In case of plurality of managers, they constitute a board of managers. The manager(s) need not be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may at any time and ad nutum (without cause) revoke and replace the manager(s).

The general meeting of shareholders shall decide on the remuneration and the terms and conditions of appointment of each of the managers.

Art. 9. Meeting of the board of managers. Meetings of the board of managers are convened by any member of the board.

The managers will be convened separately to each meeting of the board of managers. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all the managers, at least eight days' written notice of board meetings shall be given.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice.

The notice may be waived by the consent in writing or by telefax or by any other suitable telecommunication means of each manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or by any other suitable telecommunication means another manager as his proxy.

A manager may represent more than one of his colleagues, provided however that at least two managers are present at the meeting.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members is present or represented.

Decisions of the board of managers are taken by an absolute majority of the votes cast.

In case of urgency, resolutions signed by all managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex.

Art. 10. Representation - Authorized signatories. In dealing with third parties, the manager(s) shall have the powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the Company's objects and further provided the terms of this Article 10 shall be complied with.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Association to the general meeting of shareholders fall within the scope of the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

In case of singularity of manager, the Company shall be bound by the sole signature of the manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any member of the board of managers.

The shareholders may appoint from among the members of the board of managers one or several general managers who may be granted the powers to bind the Company by their respective sole signature, provided they act within the powers vested in the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may subdelegate his/their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine the agent(s)' responsibilities and his/their remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 11. Liability of managers. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company, so long as such commitment is in compliance with the Articles of Association of the Company as well as the applicable provisions of the Law.

The Company may indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Chapter IV.- Secretary

Art. 12. Appointment of a secretary. A secretary may be appointed by a resolution of a meeting of the shareholder(s) of the Company (the «Secretary»).

The Secretary, who may or may not be a manager, shall have the responsibility to act as clerk of the meetings of the board of managers and, to the extent practical, of the meetings of the shareholder(s), and to keep the records and the minutes of the board of managers and of the meetings of the shareholder(s) and their transactions in a book to be kept for that purpose, and he shall perform like duties for all committees of the board of managers (if any) when required. He shall have the possibility to delegate his powers to one or several persons provided he shall remain responsible for the tasks so delegated.

The Secretary shall have the power and authority to issue certificates and extracts on behalf of the Company to be produced in court or, more generally, vis-à-vis any third parties and to be used as official documents.

Chapter V.- General Meetings of Shareholders

Art. 13. Annual general meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held annually at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting within six months after the close of the financial year.

Art. 14. Shareholders' voting rights. Each shareholder may participate in general shareholders' meetings irrespective of the number of shares which he owns.

Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Each shareholder may appoint by proxy a representative who need not be a shareholder to represent him at shareholders' meetings.

Art. 15. Quorum - Majority. Resolutions at shareholders' meetings are only validly taken in so far as they are adopted by a majority of shareholders' owning more than half of the Company's share capital.

However, resolutions to amend the Articles of Association and to dissolve and liquidate the Company may only be carried out by a majority in number of shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall sign the resolution, the passing of resolutions in writing on one or several counterparts in lieu of general meetings shall have the force of a resolution passed at a general meeting of shareholders.

The sole shareholder exercises the powers of the general meeting.

The decisions of the sole shareholder which are taken in the scope of the above paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Any reference to shareholders' meeting shall mutatis mutandis refer to a resolution passed in writing in the above form.

Chapter VI.- Financial year - Financial statement - Profit sharing

Art. 16. Financial year. The Company's accounting year begins on January first and ends on December thirty-first of the same year.

Art. 17. Financial statements. Each year the books are closed and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares a balance sheet and profit and loss accounts.

Art. 18. Inspection of documents. Each shareholder may inspect the above balance sheet and profit and loss accounts at the Company's registered office.

Art. 19. Appropriation of profits - Reserves. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company. The general meeting of shareholders shall, subject to applicable law, have power to make payable one or more interim dividends.

Chapter VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution. The insolvency or bankruptcy or any other similar procedure of the shareholder(s) will not cause the dissolution of the Company. The shareholders must agree, in accordance with paragraph 2 of Article 15 of these Articles of Association, to the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

Art. 21. Liquidation. At the time of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, whether shareholder(s) or not, appointed by the shareholder(s) who will determine their powers and remuneration.

Chapter VIII.- Audit

Art. 22. Statutory Auditor - External Auditor. In accordance with article 200 of the Law, the Company need only be audited by a statutory auditor if it has more than 25 shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by articles 256 and 215 of the Law does not apply.

Chapter IX.- Governing law

Art. 23. Reference to Legal Provisions. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Subscriptions and payments

CLS LUXEMBOURG S.à r.l. wishes to subscribe all five hundred (500) shares and to pay them by a contribution in cash of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-).

All the shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) as contribution to the nominal share capital is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who hereby witnesses the existence of the above in respect of the Law.

Transitory Provisions

By way of derogation article 16 of the present Articles of Association, the Company's current accounting year is to run from the day of its Incorporation (9 March 2007) to 31 December 2007.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately thousand seven hundred euro.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder of the Company, has adopted the following resolutions:

- 1) The sole shareholder appoints as its managers for an unlimited period:
 - Mr Bart Zech, lawyer, born on September 5, 1969 in Putten (The Netherlands), professionally residing at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg;
 - Mr Frank Helmut Walenta, lawyer, born on February 2, 1972 in Geneva (Switzerland), professionally residing at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg.
- 2) The registered office is established at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg.

The undersigned notary who has personal knowledge of the English language, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version, at the request of the same proxy holder, in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the same person signed together with us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung vorherstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendsieben, am neunten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, mit Amtswohnsitz zu Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen:

CLS LUXEMBOURG S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und die dem luxemburgischen Recht unterliegt, mit Gesellschaftssitz in 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von und zu Luxemburg, Sektion B unter der Nummer 110.163,

hier vertreten durch:

Herrn Frank Helmut Walenta, Jurist, mit beruflicher Anschrift in 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht ausgestellt in Luxemburg, am 8. März 2007.

Dieselbe Vollmacht, wird der vorliegenden Urkunde, nach der Unterzeichnung ne varietur durch den Vollmachtnehmer der erschienenen Partei und den unterzeichneten Notar, als Anlage beigeheftet um zusammen mit der gegenwärtigen Urkunde einregistriert zu werden.

Derselbe Vollmachtnehmer der erschienenen Partei hat, in seiner vorerwähnten Eigenschaft, den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer von der vorerwähnten Partei zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) wie folgt zu beurkunden:

Kapitel I. - Name - Dauer - Gegenstand - Sitz

Art. 1. Name und Dauer. Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach luxemburgischem Recht mit der Bezeichnung PAISLEY S.à r.l. (nachfolgend die «Gesellschaft»).

Die Gesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft. Gegenstand der Gesellschaft ist die Vornahme aller unmittelbar oder mittelbar mit dem Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen jeglicher Form in Zusammenhang stehender Geschäfte, sowie die Verwaltung, die Kontrolle und die Förderung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann ihre Mittel in Immobilien anlegen; sie kann sie zur Bildung, Verwaltung, Förderung und Veräußerung ihrer Vermögenswerte in der jeweils bestehenden Zusammensetzung benutzen und insbesondere, jedoch nicht ausschließlich, in ihren Wertpapierbestand beliebigen Ursprungs anlegen, um sich an der Gründung, Entwicklung und Beherrschung von Unternehmen zu beteiligen und im Wege von Anlage, Zeichnung, Übernahme oder Optionen Wertpapiere und Rechte des geistigen Eigentums zu erwerben, diese durch Verkauf, Übertragung, Tausch oder sonst wie zu veräußern, Lizenzen zur Verwertung von Rechten des geistigen Eigentums zu erhalten oder zu gewähren, sowie Unternehmen, an denen die Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar beteiligt ist, sowie Konzernen oder zu deren Vorteil Unterstützung - einschließlich finanzieller Unterstützung, Darlehen, Vorauszahlungen oder Garantien - zu gewähren.

Die Gesellschaft kann jede gewerbliche oder wirtschaftliche Tätigkeit ausüben, die der Erreichung des Gesellschaftszwecks direkt oder indirekt dient.

Art. 3. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Der Sitz kann durch Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung ihres Gesellschafters oder - bei mehreren Gesellschaftern - durch Gesellschafterbeschluss an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Kapitel II. - Gesellschaftskapital

Art. 4. Stammkapital. Das Stammkapital beträgt zwölftausendfünfhundert euro (12,500.- EUR) und ist in fünfhundert (500) ordentliche Geschäftsanteile im Nennwert von je fünfundzwanzig euro (25.- EUR) eingeteilt.

Das gezeichnete Stammkapital kann durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters beziehungsweise durch Beschluss der Gesellschafterversammlung nach Maßgabe der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Beschlussfassung geändert werden.

Art. 5. Gewinnbeteiligung. Jeder Geschäftsanteil berechtigt nach dem direkten Verhältnis der bestehenden Geschäftsanteile zu einem Bruchteil am Gesellschaftsvermögen und -gewinn.

Art. 6. Übertragung von Geschäftsanteilen. Im Falle eines Alleingeschafters sind die Anteile frei an Dritte, die keine Gesellschafter sind, übertragbar.

Wenn es mehrere Gesellschafter gibt, bedarf die Übertragung von Geschäftsanteilen unter Lebenden an Dritte der Genehmigung der Generalversammlung, Gesellschafter, die drei Viertel des eingezahlten Kapitals vertreten. Es bedarf keiner solchen Genehmigung für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern.

Die Genehmigung einer Übertragung im Todesfall bedarf der Zustimmung von mindestens drei Vierteln des Gesellschaftskapitals, welches von den Überlebenden gehalten wird.

Art. 7. Rückkauf von Geschäftsanteilen. Die Gesellschaft ist befugt, vorbehaltlich der Einhaltung der Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 bezüglich Handelsgesellschaften (nachfolgend das «Gesetz») Anteile an ihrem eigenen Kapital zu erwerben.

Der Erwerb und die Veräußerung von im Stammkapital der Gesellschaft befindlichen Geschäftsanteilen bedarf eines Beschlusses, dessen Form und Bedingungen von der Gesellschafterversammlung festzulegen sind.

Kapitel III. - Geschäftsführung - Geschäftsführersitzungen - Vertretung - Vertretungsvollmachten

Art. 8. Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Im Falle einer Mehrheit von Geschäftsführern bilden diese die Geschäftsführung. Der/die Geschäftsführer muß/müssen nicht Gesellschafter sein. Der/die Geschäftsführer wird/werden von der Gesellschafterversammlung ernannt. Die Gesellschafterversammlung ist berechtigt; zu jeder Zeit und ad nutum (ohne Grund) den Rücktritt eines Geschäftsführers zu fordern und ihn zu ersetzen.

Die Gesellschafterversammlung bestimmt die Vergütung der Geschäftsführer, sowie die Dauer und Bedingungen für ihre Bestellung.

Art. 9. Versammlungen - Geschäftsführerversammlungen. Die Geschäftsführerversammlungen können von jedem Geschäftsführer einberufen werden.

Die Geschäftsführer werden einzeln zu jeder Geschäftsführerversammlung einberufen. Außer in Dringlichkeitsfällen, die in der Einberufungsmitteilung zu spezifizieren sind, oder außer bei vorheriger Genehmigung aller Geschäftsführer soll der Einberufung eine mindestens achttägige Einberufungsfrist vorhergehen.

Die Versammlung kann ordnungsgemäß abgehalten werden, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind.

Die Versammlungen finden an dem Ort, an dem Tage und zu der Zeit statt, die in der Einberufung festgelegt sind.

Die Geschäftsführer können mittels schriftlicher Genehmigung, mittels Telefax oder in der jeweils geeigneten Kommunikationsform auf die Einberufung verzichten. Eine separate Einberufung ist nicht nötig, wenn Zeit und Ort der Versammlungen im Rahmen eines zuvor durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Terminplans festgelegt wurden.

Jeder Geschäftsführer kann sich auf den Geschäftsführerversammlungen durch einen schriftlich, mittels Telefax oder anderer geeigneter Kommunikationsmittel von ihm ernannten Bevollmächtigten vertreten lassen.

Ein Geschäftsführer kann mehrere seiner Kollegen vertreten; es müssen jedoch wenigstens zwei Geschäftsführer an einer Versammlung teilnehmen.

Die Geschäftsführer können mittels Konferenzschaltung, Videoschaltung oder jeglicher Kommunikationsform, die es allen Teilnehmern erlaubt mitzuhören, an einer Geschäftsführerversammlung teilnehmen. Die Teilnahme an einer Versammlung mittels der vorgenannten Instrumente ist einer persönlichen Teilnahme gleichzustellen.

Die Geschäftsführung ist nur ordnungsgemäß beratungs- und beschlußfähig, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Geschäftsführungsbeschlüsse bedürfen der absoluten Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

In Dringlichkeitsfällen haben von allen Geschäftsführern unterzeichnete Beschlüsse die gleiche Rechtskraft wie Beschlüsse im Rahmen einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder mehreren Kopien ein und desselben Beschlusses erscheinen und erhalten Beweiskraft mit Brief, Telefax oder Telex.

Art. 10. Vertretung - Zeichnungsberechtigung. In Geschäften mit Dritten ist/sind der/die Geschäftsführer jederzeit dazu ermächtigt, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Geschäfte zu tätigen, welche im Einklang mit dem Gesellschaftszweck und den Bestimmungen von Artikel 10 der Satzung liegen.

Alle durch das Gesetz oder die vorliegende Satzung nicht ausdrücklich der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Rechte fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers oder - bei mehreren Geschäftsführern - der Geschäftsführung.

Ist nur ein Geschäftsführer vorhanden, ist der vorhandene Geschäftsführer alleine zur Vertretung der Gesellschaft berechtigt. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft durch jeden Geschäftsführer jeweils einzeln vertreten.

Die Gesellschafter können aus der Geschäftsführung einen oder mehrere (Generalgeschäftsführer) Hauptgeschäftsführer ernennen, welche(r) Alleinvertretungsbefugnis hat/haben, vorausgesetzt jedoch, sie überschreiten die der Geschäftsführung übertragenen Befugnisse nicht.

Der Geschäftsführer oder - bei mehreren Geschäftsführern - die Geschäftsführung kann seine Befugnisse für die Vornahme bestimmter Aufgaben an einen oder mehrere ad hoc Vertreter weiterdelegieren.

Der Geschäftsführer oder - bei mehreren Geschäftsführern - die Geschäftsführung bestimmt die Verantwortungen und (falls zutreffend) die Vergütung seines/seiner Vertreter, die Dauer ihrer Vertretung sowie alle sonstigen etwaigen Bedingungen in Zusammenhang mit ihrer Beauftragung.

Art. 11. Haftung der Geschäftsführer. Der/die Geschäftsführer haften aufgrund ihrer Position nicht persönlich für im Namen der Gesellschaft eingegangene Verpflichtungen, solange diese Verpflichtungen in Übereinstimmung mit der Satzung der Gesellschaft und den geltenden Bestimmungen des Gesetzes stehen.

Die Gesellschaft kann den Geschäftsführern und leitenden Angestellten sowie deren Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlaßverwaltern Freistellung zusichern von den Kosten, die diesen in vernünftigen Rahmen in Zusammenhang mit Klagen, Prozessen oder Verfahren entstehen, in die sie aufgrund der Tatsache als Prozesspartei verwickelt wurden, dass sie Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft oder - auf eigenes Verlangen - einer anderen Gesellschaft

waren, an der die Gesellschaft beteiligt oder deren Gläubiger sie ist, und gegen die sie keinen Schadenersatzanspruch geltend machen können; diese Freistellung gilt nicht, wenn sie im Rahmen dieser Klagen, Prozesse und Verfahren der groben Fahrlässigkeit oder schweren Pflichtverletzung für schuldig befunden wurden. Im Falle eines Vergleiches erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, welche von dem Vergleich abgedeckt werden, und insofern als der Gesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt wird, daß die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorstehende Recht auf Entschädigung schließt andere etwaige rechtliche Ansprüche nicht aus.

Kapitel IV. - Schriftführer

Art. 12. Bestellung eines Schriftführers. Die Gesellschafterversammlung kann durch einfachen Beschluß einen Schriftführer der Gesellschaft (der «Schriftführer») ernennen.

Der Schriftführer, der kein Geschäftsführer sein muß, fungiert als Protokollführer in den Geschäftsführerversammlungen und, sofern durchführbar, in den Gesellschafterversammlungen; er führt die Akten und Protokolle der Geschäftsführer und der Gesellschafterversammlungen und die von ihnen durchgeführten Transaktionen in einem speziell zu diesem Zweck geführten Buch; er übernimmt dieselben Aufgaben für alle eventuell von der Geschäftsführung beauftragten Ausschüsse. Der Schriftführer kann seine Befugnisse auf eine oder mehrere Person/en delegieren, sofern er für diese delegierten Aufgaben verantwortlich bleibt.

Der Schriftführer ist befugt, im Namen der Gesellschaft Zertifikate und Auszüge auszustellen, die der Vorlage bei Gericht beziehungsweise Dritten zur Vorlage als amtliche Unterlagen dienen.

Kapitel V. - Gesellschafterversammlung

Art. 13. Jahresgeneralversammlung und außerordentliche Gesellschafterversammlung. Die Jahresgeneralversammlung findet jährlich innerhalb von sechs Monaten nach Abschluss des jeweils vorhergehenden Geschäftsjahres am Sitz der Gesellschaft oder jedem anderen, in der Einberufungsmittelteilung genannten Ort in Luxemburg statt.

Art. 14. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter hat das Recht, an der Gesellschafterversammlung teilzunehmen, unabhängig davon, wie viele Anteile er besitzt.

Die Stimmrechte der Gesellschafter bestimmen sich nach der Zahl der von ihnen gehaltenen Anteile.

Jeder Gesellschafter kann sich auf der Gesellschafterversammlung durch einen bevollmächtigten Vertreter, der kein Gesellschafter sein muß, vertreten lassen.

Art. 15. Quorum - Mehrheit. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung sind nur dann ordnungsgemäß, wenn sie von einer Mehrheit von Gesellschaftern die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals besitzen, angenommen werden.

Beschlüsse, die Satzungsänderungen oder die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft zu Gegenstand haben, können nur durch eine Mehrheit von Gesellschaftern angenommen werden, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals besitzt.

Anstatt auf einer Gesellschafterversammlung können Beschlüsse auch schriftlich von allen Gesellschaftern angenommen werden. In diesem Fall wird jedem Gesellschafter ein Entwurf des Beschlusses übermittelt, welchen er unterzeichnet. Die Beschlussfassung durch Unterzeichnung einer oder mehrerer Zweitausfertigungen hat die gleiche Rechtskraft wie die auf einer einberufenen Gesellschafterversammlung gefaßten Beschlüsse.

Der alleinige Gesellschafter übt die Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus.

Die in Anwendung des vorstehenden Absatzes gefaßten Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters werden protokolliert oder als Bericht abgefaßt oder schriftlich niedergeschrieben.

Alle Verweise auf Gesellschafterversammlungen beziehen sich mutatis mutandis auf einen in der vorstehend beschriebenen Form schriftlich gefaßten Beschluss.

Kapitel VI.- Geschäftsjahr - Bilanz - Gewinnverwendung

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember des gleichen Jahres.

Art. 17. Jahresabschluss. Die Bücher werden jährlich abgeschlossen, und der Geschäftsführer oder - bei mehreren Geschäftsführern - die Geschäftsführung erstellt die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Art. 18. Einsicht in die Unterlagen. Jeder Gesellschafter ist berechtigt, am Sitz der Gesellschaft Einsicht in die oben genannte Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung zu nehmen.

Art. 19. Gewinnverwendung. Vom ausgeschütteten Nettogewinn sind fünf Prozent (5%) für die Bildung der gesetzlichen Rücklage zurückzulegen, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals erreicht.

Die Verteilung des Restbetrags erfolgt nach dem Verhältnis der Geschäftsanteile. Die Gesellschafterversammlung kann nach Maßgabe der geltenden gesetzlichen Bestimmungen die Ausschüttung einer oder mehrerer Zwischendividende/n beschließen.

Kapitel VII. - Auflösung - Liquidation

Art. 20. Auflösung. Zahlungsunfähigkeit, Bankrott und andere Verfahren gegen einen Geschäftsführer sind keine Gründe für die Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschafter müssen der Auflösung und Liquidation sowie den darauf anwendbaren Bedingungen nach Maßgabe von Artikel 15 der vorliegenden Satzung zustimmen.

Art. 21. Liquidation. Die Liquidation erfolgt bei Auflösung der Gesellschaft durch einen oder mehrere Liquidator/en, die keine Gesellschafter sein müssen und von den Gesellschaftern ernannt werden, die auch ihre Befugnisse und Bezüge festlegen.

Kapitel VIII.- Abschlussprüfung

Art. 22. Wirtschaftsprüfer - Abschlussprüfer. Gemäß Artikel 200 des Gesetzes muss die Gesellschaft nur in den Fällen von einem Abschlussprüfer geprüft werden, wenn die Anzahl der Gesellschafter 25 überschreitet. Ein externer Abschlussprüfer muss beauftragt werden, wenn die Befreiungen unter Artikel 256 und Artikel 215 des Gesetzes keine Anwendung finden.

Kapitel IX.- Anwendbares Recht

Art. 23. Bezugnahme auf die gesetzlichen Bestimmungen. In allen im Rahmen der vorliegenden Satzung nicht ausdrücklich geregelten Angelegenheiten wird auf die Bestimmungen des Gesetzes verwiesen.

Zeichnung und Einzahlung

CLS LUXEMBOURG S.à r.l. erklärt alle fünfhundert (500) ordentliche Anteile der Gesellschaft zu zeichnen und zahlt diese mit einer Bargeldeinlage.

Alle fünfhundert (500) von der Gesellschaft ausgegebenen Stammanteile sind gezeichnet worden und die gezeichneten Anteile wurden in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wird.

Übergangsbestimmungen

In Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 16 der vorliegenden Satzung beginnt das laufende Geschäftsjahr der Gesellschaft am Tage der Gründung der Gesellschaft (9. März 2007) und endet am 31. Dezember 2007.

Kostenvoranschlag

Alle Aufwendungen, Kosten, Honorare und Gebühren, die der Gesellschaft aufgrund dieser Urkunde entstehen, werden auf ungefähr tausendsiebenhundert Euro geschätzt.

Außerordentliche Generalversammlung

Unmittelbar nach der Gründung fasste der Alleingesellschafter, der das gesamte gezeichnete Stammkapital der Gesellschaft vertritt, folgende Beschlüsse:

1) Die Versammlung bestellt zu ihren Geschäftsführern für unbestimmte Dauer:

- Herrn Bart Zech, Jurist, geboren am 5. September 1969 in Putten (Niederlande), geschäftsansässig in 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxemburg;

- Herrn Frank Helmut Walenta, Jurist, geboren am 2. Februar 1972 in Genf (Schweiz), geschäftsansässig in 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxemburg.

2) Der Sitz der Gesellschaft ist 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der englischen Sprache kundig und mächtig, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen des Vollmachtnehmers der erschienenen Partei in englischer Sprache, gefolgt von der deutschen Sprache, aufgesetzt wurde, und dass auf Verlangen desselben Vollmachtnehmers bei Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung maßgebend ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung der Urkunde hat der Bevollmächtigte der erschienenen Partei zusammen mit uns, dem Notar, die vorstehende Originalurkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: F. H. Walenta, J.-J. Wagner.

Einregistriert zu Esch/Alzette, am 12. März 2007. Relation: EAC/2007/2154. — Reçu 125 euros.

Le Receveur ff. (gezeichnet): Oehmen.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Sondersammlung für Gesellschaften und Vereinigungen.

Beles, den 14. März 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007041085/239/421.

(070037710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2007.

Glacier Investment I GP, Société à responsabilité limitée.**Capital social: CHF 21.250,00.**

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.
R.C.S. Luxembourg B 112.818.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant la société à responsabilité limitée NEW LUXCO S.à r.l, gérant de la société à responsabilité limitée GLACIER INVESTMENT I GP, dont la dénomination sociale a été changée et est désormais DOMELS S.à r.l.

Signature.

Référence de publication: 2007041038/1005/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2007, réf. LSO-CC02584. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070037952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2007.

NewTel S.A. et Cie S.E.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 53.688.

Le siège social du gérant est le suivant:

NewTel S.A., 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Pour mentions aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007041054/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2007, réf. LSO-CC02901. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070037991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2007.

Total Management Associates S.A., Société Anonyme,

(anc. Total Management Associates S.à r.l.).

Siège social: L-8325 Capellen, 1A, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 50.654.

Les comptes annuels au 31 décembre 2001, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} février 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007041115/1682/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 février 2007, réf. LSO-CB00784. - Reçu 20 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070038565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Investec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 49.841.

Le bilan au 31 mars 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007041130/799/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mars 2007, réf. LSO-CC03553. - Reçu 38 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070038157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Investec Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 360.458.640,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 52.359.

—
Le bilan au 31 mars 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007041119/799/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mars 2007, réf. LSO-CC03582. - Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Investec Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 360.458.640,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 52.359.

—
Le bilan au 31 mars 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007041123/799/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mars 2007, réf. LSO-CC03579. - Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Investec Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 360.458.640,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 52.359.

—
Le bilan au 31 mars 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007041126/799/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mars 2007, réf. LSO-CC03555. - Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Auf Bruch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4344 Esch-sur-Alzette, 1, rue Saint Vincent.

R.C.S. Luxembourg B 81.411.

—
Les comptes annuels au 19 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2007.

Pour AUF BRUCH S.à r.l.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2007041258/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2007, réf. LSO-CB06784. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Investec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 49.841.

Le bilan au 31 mars 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007041134/799/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mars 2007, réf. LSO-CC03552. - Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Investec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 49.841.

Le bilan au 31 mars 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Référence de publication: 2007041136/799/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mars 2007, réf. LSO-CC03549. - Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Philae S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 103.060.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PHILAE S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007041148/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 mars 2007, réf. LSO-CC03431. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Superga Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 123.322.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n^o 45489 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger

Notaire

Référence de publication: 2007041221/211/11.

(070038370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

PDP Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4735 Pétange, 81, rue J.B. Gillardin.
R.C.S. Luxembourg B 85.026.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 19 mars 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007041273/762/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2007, réf. LSO-CC02806. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

S.Tile Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 117.201.

—
EXTRAIT

Il résulte du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 27 février 2007 que:

- Le siège social est transféré du 560A, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg au 18, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg

- Monsieur Jan Rottiers, Monsieur Benoit Sirot et Monsieur Gianluca Ninno ont démissionné de leur fonction d'administrateur.

- Monsieur Vincent Cormeau, administrateur de sociétés, résidant à 3, rue Belle-Vue, L-1227 Luxembourg, né le 29 août 1960 à Verviers (Belgique), Mme Sonja Bemtgen, licenciée en criminologie, résidant à 18, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, née le 4 janvier 1955 à Luxembourg, Monsieur Xavier Mangiullo, employé privé, résidant à 18, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, né le 8 septembre 1980 à Hayange (France) ont été élus administrateur. Les nouveaux administrateurs sont élus pour une période expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en l'an 2012.

- Monsieur Olivier Dorier a démissionné de sa fonction de Commissaire.

- Mme Isabelle Lambert, employée privé, résidant à 18, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, née le 19 janvier 1977 à Messancy (Belgique) a été élu Commissaire. Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'an 2012

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2007041328/799/29.

Enregistré à Luxembourg, le 14 mars 2007, réf. LSO-CC03231. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Grands Horizons S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 92.169.

—
DISSOLUTION

Il résulte des délibérations d'une Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 22 janvier 2007 que la clôture de la liquidation a été prononcée, que la cessation définitive de la société a été constatée et que le dépôt des livres sociaux pendant une durée de cinq ans à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été ordonné.

Luxembourg, le 1^{er} février 2007.

Pour avis sincère et conforme

Pour GRANDS HORIZONS S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007041327/29/19.

Enregistré à Luxembourg, le 6 février 2007, réf. LSO-CB01141. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Réalisations techniques des collectivités S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7240 Walferdange, 101, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 95.562.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2007.

FIDUCIAIRE HELLERS, KOS & ASSOCIES, sàrl

Signature

Référence de publication: 2007041326/7262/14.

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2007, réf. LSO-CC02913. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

China Furnitures Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 55, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 115.951.

Contrat de cession de parts sociales

Entre:

Monsieur Chen Zhixiong, gérant de société, né le 26 décembre 1962 à Zhejiang (Chine), demeurant en Roumanie à Bucarest, Str. Mr Vasile Bacila, n ° 13

ci-après désigné «le cédant», d'une part

Monsieur Chen Zhiguang, gérant de société né le 12 juillet 1953 à Zhejiang (Chine), demeurant à L-2611 LUXEMBOURG, 55, route de Thionville,

ci-après désignée «le cessionnaire» d'autre part,

il a été convenu ce qui suit:

1. Le cédant cède au cessionnaire, qui l'accepte, 50 parts sociales («les parts»), de la société CHINA FURNITURES SARL, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 115.951, dont le siège social est situé à L-2611 Luxembourg, 55, route de Thionville.

Le cédant déclare être le propriétaire légitime des parts ci-dessus mentionnées.

Le cédant déclare céder et transporter ces parts sous les garanties ordinaires et de droit.

Le cédant affirme que les parts susmentionnées peuvent être transmises librement au cessionnaire sans gage ni autres nantissements aux conditions ci-dessous définies.

2. Le cédant garantit le cessionnaire contre toutes prétentions, toutes revendications ou autres actions de toutes natures de la part de tiers, faites sur base et/ou à l'encontre des parts cédées et concernant la période antérieure à la présente cession.

Dans tous les cas, le cédant tiendra le cessionnaire quitte et indemne de toutes condamnations de quelque nature que ce soit qui seront prononcées à l'encontre du cessionnaire conformément au 1^{er} alinéa du présent article.

Toutes obligations généralement quelconques de la société jusqu'au jour de la signature de l'acte notarié seront à charge du vendeur.

3. La présente cession est consentie à un prix de 1 € (un euro). La signature de la présente convention par le cédant opère quittance du prix susmentionné à l'égard du cédant.

4. Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre, ni certificat.

Le cessionnaire sera propriétaire à partir du jour de la signature et aura droit aux revenus et bénéfices dont les parts seront productives à partir de ce même jour.

Le cessionnaire sera subrogé au cédant dans tous les droits et obligations attachées aux parts cédées.

5. Le cédant déclare qu'il n'a plus de revendication, ni de créance de quelque nature que se soit à l'encontre de la société et que cette dernière est ainsi libérée de toutes dettes vis-à-vis du vendeur à partir de la date de ce contrat de cessions.

Le cessionnaire reprend l'intégralité de l'actif et du passif de la société cédée.

6. Les soussignés autorisent les gérants à procéder aux inscriptions nécessaires au registre des actionnaires.

7. Le plus diligent des soussignés est autorisé à recourir aux services d'un notaire pour rendre la présente cession opposable tant à la prédite société qu'aux tiers conformément aux conditions de la forme prescrite par l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales.

Ce constat notarié se fera à la date du premier rendez-vous utile à l'étude du notaire.

8. L'ensemble des frais et charges de la présente cession sera supporté par le cessionnaire.

9. Pour autant qu'une telle approbation soit nécessaire, le cédant se porte fort d'obtenir l'agrément de la cession auprès des autres associés représentant au moins trois quarts du capital social de ladite société conformément à l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le cédant se porte aussi fort auprès des mêmes associés de la confirmation de l'exactitude des affirmations qu'il a faites dans le cadre de la présente cession.

10. La présente cession est soumise au droit luxembourgeois. Les tribunaux luxembourgeois sont seuls compétents pour connaître un éventuel litige relatif à la présente cession.

Fait en autant d'exemplaires que de parties à Luxembourg, le 9 mars 2007.

C. Zhixiong / C. Zhiguang

Le cédant / Le cessionnaire

Référence de publication: 2007041362/1123/58.

Enregistré à Luxembourg, le 13 mars 2007, réf. LSO-CC03161. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

H.I.S. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J. F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 61.239.

Le bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mars 2007.

H.I.S. S.A.

MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Administrateur

Signatures

Référence de publication: 2007041319/683/17.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mars 2007, réf. LSO-CC03743. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Porte de Pétange S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 119, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 85.448.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 19 mars 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007041272/762/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2007, réf. LSO-CC02835. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Luxeme S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8295 Keispelt, 80A, rue de Kehlen.

R.C.S. Luxembourg B 113.919.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007041270/6390/13.

Enregistré à Luxembourg, le 13 mars 2007, réf. LSO-CC02992. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Lux Classiques GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 100.312.

Im Jahre zwei tausend sieben, den siebzehnten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph Elvinger, mit dem Amtssitz in Luxemburg, handelnd in Vertretung seines verhinderten Kollegen Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster, welch Letzterer Depositär der Urkunde verbleibt;

Ist erschienen:

Herr Florian Christian Geisdörfer, Gesellschafter, geboren in München, (Bundesrepublik Deutschland), am 2. Februar 1983, wohnhaft in CH-9000 St. Gallen, 6, Zwinglistrasse, (Schweiz),

hier vertreten durch Herrn Christian Dostert, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in Junglinster, aufgrund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift.

Welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar ne varietur unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

Welcher Bevollmächtigte, handelnd wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht folgendes zu beurkunden:

- Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung LUX CLASSIQUES GmbH, mit Sitz in L-6412 Echternach, im Alferweiher, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 100.312, gegründet wurde gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Jean Seckler, Notar mit dem Amtssitz in Junglinster, am 2. April 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 626 vom 17. Juni 2004,

dass die Statuten abgeändert wurden gemäß Urkunden aufgenommen durch vorgenannten Notar Jean Seckler:

- am 1. Dezember 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 233 vom 15. März 2005,

- am 7. Februar 2006, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 969 vom 17. Mai 2006.

- Dass der Komparent, vertreten wie hiavor erwähnt, alleiniger Gesellschafter der vorgenannten Gesellschaft ist und dass er folgende Beschlüsse gefasst hat:

Erster Beschluss

Der Komparent, vertreten wie hiavor erwähnt, beschließt den Gesellschaftssitz von L-6412 Echternach, im Alferweiher, nach L-2449 Luxembourg, 26, Boulevard Royal, zu verlegen und dementsprechend dem ersten Satz von Artikel 4 der Satzungen folgenden Wortlaut zu geben:

« **Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg.»

Zweiter Beschluss

Der Komparent, vertreten wie hiavor erwähnt, beschließt, auf Grund des Wohnsitzwechsels des Geschäftsführers, die Adresse des Letzteren beim Handels- und Gesellschaftsregister abzuändern wie folgt: SWIEQI, STJ 11 Tikka, Triq il-Gabillott, (Malta).

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt sechs hundert Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Worüber Urkunde, errichtet wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: C. Dostert, J. Elvinger.

Enregistré à Grevenmacher, le 26 janvier 2007, vol. 540, fol. 83, case 5. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Bentner.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 13 mars 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2007041257/231/50.

(070038330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Iberint Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 27.857.

Le bilan au 30 juin 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IBERINT HOLDING S.A.

FINDI S. à r. l. / LOUV S. à r. l.

Administrateur / Administrateur

Signature / Signature

Référence de publication: 2007041316/795/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 mars 2007, réf. LSO-CC03445. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Leadership Solutions Europe Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5243 Sandweiler, 10, An de Steekaulen.

R.C.S. Luxembourg B 116.510.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007041271/6390/13.

Enregistré à Luxembourg, le 13 mars 2007, réf. LSO-CC02986. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

EPI Orange (Netherlands) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 462.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 103.549.

In the year two thousand and seven, on the thirteenth day of February.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the partners of EPI ORANGE (NETHERLANDS) S.à r.l., a «société à responsabilité limitée», having its registered office at L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer, incorporated by deed enacted on the 5th October 2004, registered at the Luxembourg trade register section B number 103.549, published in the Luxembourg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1292 dated December 16, 2004. The articles of incorporation have been amended once, by virtue of a notarial deed enacted in front of the undersigned notary, Maître Joseph Elvinger on the 4th of November 2004, published in the Luxembourg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 286 dated March 31, 2005

The meeting is presided by Flora Gibert residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Sonia Almeida residing in Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The sole partner present or represented and the number of shares held by him are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, the 18.500 (eighteen thousand five hundred) shares of EUR 25.- (twenty-five euros) each representing the whole capital of the company, are represented so that the meeting is validly constituted and can validly deliberate and resolve on all the items on the agenda of which the partners have been informed beforehand.

III.- That the agenda of the meeting is as follows:

Agenda:

1. Amendment and redrafting of Article ten of the Articles of Incorporation
2. Miscellaneous

After the foregoing was approved by the meeting, the sole partner unanimously decides what follows:

First resolution

The meeting resolves to amend and redraft article ten of the articles of association to read as follows:

« **Art. 10.** The Shares may only be transferred, as applicable on a valuation day (hereafter referred to as «Valuation Day» and being, for the purposes of this clause, the last day that banks are open for business in London of each calendar month), provided that, for the avoidance of doubt, the entering into by the partners of an agreement on a date other than a Valuation Day providing for such transfer to occur on a Valuation Day shall not be in breach of such restriction and provided further that (a) such restriction shall not apply where the Company holds less than four real estate assets directly or indirectly and (b) such restriction shall not apply to any transfer resulting from the enforcement of security by a creditor of the Company or a creditor of the partner in the Company. The Company shall determine and notify to the partner of its equity gains (Aktiengewinn) on any Valuation Day.

Only partners that are institutional investors (being investors that are not natural persons) shall be allowed to invest, hold or be the beneficial owner of a unit in the Company.

Partnerships shall not be allowed to invest, hold or be the beneficial owner of a unit in the Company, unless the Company confirms in writing that it does not object to such participation of a partnership.

There shall be no more than 30 institutional investors (being investors that are not natural persons) investing, holding or being the beneficial owner of a unit in the Company at any one time.»

There being nothing further on the agenda the meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand two hundred euros.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille sept, le treize février.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se tient une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée EPI ORANGE (NETHERLANDS) S.à.r.l., ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer, constituée suivant acte reçu le 5 octobre 2004, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro B 103.549, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1292 du 16 décembre 2004. Les statuts de la société ont été modifiés en date du 4 novembre 2004 par acte reçu du notaire soussigné, Maître Joseph Elvinger, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 286 du 31 mars 2005.

L'assemblée est présidée par Flora Gibert demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Sonia Almeida demeurant à Luxembourg. Le président prie le notaire d'acter que:

I.- L'associé unique présent ou représenté et le nombre de parts qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 18.500 (dix-huit mille cinq cents) parts sociales d'une valeur de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer et décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article dix des statuts.

2. Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, l'associé unique décide ce qui suit:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'article dix des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 10.** Les Parts Sociales ne sont cessibles par le(s) associé(s) que chaque date d'évaluation (ci-après la «Date d'Evaluation» et étant, pour les besoins de cette clause, le dernier jour ouvrable pour les banques à Londres de chaque mois calendrier), pourvu que l'entrée par le(s) associé(s) dans un contrat de cession de Parts Sociales à une date autre que la Date d'Evaluation prévoyant une cession de parts sociales à une Date d'Evaluation ne constitue pas un non-respect des présente restrictions, et pourvu que (a) de telles restrictions ne soient pas applicables dans le cas où la Société détient moins de quatre actifs immobiliers directement ou indirectement, et (b) de telle restrictions ne soient pas applicables à une cession résultant d'un recouvrement d'une sûreté par un créancier de la Société ou un créancier de(s) associés de la Société. La Société devra déterminer et communiquer à l'associé ses profits (Aktiengewinn) à chaque Date d'Evaluation.

Seuls des investisseurs institutionnels (étant des investisseurs autres que des personnes physiques) sont permis d'investir, détenir ou être bénéficiaires économiques d'une part sociale de la Société.

Des sociétés en commandite ne sont pas permises d'investir, détenir ou être bénéficiaires économiques d'une part sociale de la Société, sauf si la Société confirme par écrit qu'elle n'a aucune objection à une telle participation par une société en commandite.

A tout moment, il ne peut y avoir plus de 30 investisseurs institutionnels (étant des investisseurs autres que des personnes physiques), investissant, détenant ou étant bénéficiaires économiques d'une part sociale de la Société.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa contribution, s'élève à environ mille deux cent euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: F. Gibert, S. Almeida, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 16 février 2007, vol. 157S, fol. 96, case 9. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007041898/211/113.

(070038376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

EURO-Rescue S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 111, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 125.193.

— STATUTEN

Im Jahre zwei tausend sieben, den zwölften Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

Sind Erschienen:

1) Herr Franz-Josef Ludwig, Rentner, geboren in Buchet, (Bundesrepublik Deutschland), am 23. Januar 1952, wohnhaft in D-54294 Trier, zum Römersprudel, 116.

2) Frau Uta Maria Ludwig, Apothekenhelferin, geboren in Trier, (Bundesrepublik Deutschland), am 22. März 1957, wohnhaft in D-54294 Trier 54294, zum Römersprudel, 116.

Welche Kompargenten den amtierenden Notar ersuchen die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche sie hiermit gründen, zu beurkunden wie folgt:

Art. 1. Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche der gegenwärtigen Satzung sowie den jeweiligen Gesetzesbestimmungen unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Rettungsdienst, nationale und internationale qualifizierte Krankentransporte, Verlegungstransporte, die Fahrbereitschaft für hausärztliche Notdienste, Blut- und Organtransporte, das Mitwirken bei

erweitertem Katastrophenschutz, sitzend, liegend sowie Rollstuhltransporte für Körper und Geistigbehinderte, sowie Sanitätsdienste bei jeglicher Art von Veranstaltungen.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann ausserdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Name der Gesellschaft ist EURO-RESCUE S.à r.l.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Er kann an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden durch Kollektivbeschluss der Gesellschafter.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt fünfzehn tausend Euro (15.000,- EUR), aufgeteilt in drei hundert (300) Anteile von jeweils ein fünfzig Euro (50,- EUR), welche Anteile gezeichnet wurden wie folgt:

1) Herr Franz-Josef Ludwig, Rentner, wohnhaft in D-54294 Trier, zum Römersprudel, 116, ein hundert fünfzig Anteile,	150
2) Frau Uta Maria Ludwig, Apothekenhelferin, wohnhaft in D-54294 Trier 54294, zum Römersprudel, 116, ein hundert fünfzig Anteile,	150
Total: drei hundert Anteile,	300

Art. 7. Das Kapital kann zu jedem Zeitpunkt erhöht oder herabgesetzt werden sowie dies in Artikel 199 des Gesellschaftsrechts festgelegt ist.

Art. 8. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt den Inhaber zu einem dementsprechenden Anteil am Gesellschaftsvermögen sowie am Gewinn.

Art. 9. Unter Gesellschaftern sind die Anteile frei abtretbar.

Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden oder beim Tode eines Gesellschaftern an Nichtgesellschafter, bedarf der ausdrücklichen schriftlichen Genehmigung aller übrigen Gesellschafter.

Die übrigen Gesellschafter besitzen in diesem Falle ein Vorkaufsrecht, welches binnen 30 Tagen ausgeübt werden muss.

Bei der Ausübung dieses Vorkaufsrechtes wird der Wert der Anteile gemäß Abschnitt 5 und 6 von Artikel 189 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgelegt.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschaftern.

Es ist den Erben und Gläubigern der Gesellschafter in jedem Falle untersagt, die Gesellschaftsgüter und Dokumente pfänden zu lassen oder irgendwelche Massnahmen zu ergreifen, welche die Tätigkeit der Gesellschaft einschränken könnten.

Art. 11. Die Gesellschaft wird vertreten durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Gesellschafter sein müssen, und jeder Zeit durch die Generalversammlung der Gesellschafter, welche sie ernennt, abberufen werden können.

Art. 12. Die Geschäftsführer gehen durch die Ausübung ihres Mandates keine persönliche Verpflichtung ein.

Als Vertreter der Gesellschaft sind sie lediglich für die korrekte Ausübung ihres Mandates haftbar.

Art. 13. Die Geschäftsführung benötigt für folgende Entscheidungen und Beschlüsse die vorherige Zustimmung der Gesellschafter:

- Veräußerung des Unternehmens oder von wesentlichen Teilen desselben;
- Erwerb und Veräußerung von Beteiligungen an anderen Unternehmen.
- Errichtung und Auflösung von Zweigniederlassungen;
- Erwerb, Veräußerung und Belastung von Grundstücken;
- Aufnahme neuer Geschäftszweige und Tätigkeitsgebiete;
- Gewährung von Krediten oder Übernahme von Bürgschaften und ähnliche Haftung;
- Abschluss von Arbeits- und Dienstverträgen;
- Alle Investitionsvorhaben, die über den üblichen Geschäftsbetrieb hinausgehen, in jedem Fall aber solche Investitionsvorhaben, die den Betrag von 5.000,- EUR überschreiten;
- Abschluss, Änderung oder Beendigung von Leasing-, Miete- oder Pachtverträgen;
- Bestellung von Prokuristen oder Handlungsbevollmächtigten für den gesamten Geschäftsbetrieb;
- Eingehung von Darlehensverbindlichkeiten;

- l) Vereinbarung über Altersversorgung, Gewinnbeteiligung oder sonstige Zuwendungen;
 m) Vornahme von Geschäften, die über den Rahmen des üblichen Geschäftsverkehrs hinausgehen oder für die Tätigkeit der Gesellschaft von grundlegender Bedeutung sind.

Art. 14. Jeder Gesellschafter kann an den Abstimmungen teilnehmen.

Sein Stimmrecht entspricht der Anzahl seiner Gesellschaftsanteile. Er kann sich auch durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen.

Art. 15. Beschlüsse sind rechtskräftig wenn sie von Gesellschaftern, welche mehr als die Hälfte der Anteile vertreten, akzeptiert werden.

Beschlüsse welche eine Satzungsänderung betreffen werden durch die Mehrheit der Gesellschafter gefasst, welche mindestens fünfundsiebzig Prozent des Kapitals darstellen.

Im Falle, wo die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter besteht, werden alle Befugnisse, welche laut Gesetz oder Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, durch den Einzelgesellschafter ausgeübt.

Entscheidungen welche auf Grund dieser Befugnisse durch den alleinigen Gesellschafter gefasst werden, müssen in ein Protokoll verzeichnet werden oder schriftlich festgehalten werden.

Desgleichen müssen Verträge zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der Gesellschaft durch Letzteren vertreten in ein Protokoll eingetragen werden oder in Schriftform verfasst werden.

Diese Verfügung entfällt für laufende Geschäfte, welche unter normalen Bedingungen abgeschlossen wurden.

Art. 16. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Jedes Jahr am letzten Tag des Monats Dezember wird die Bilanz von den Geschäftsführern erstellt.

Art. 18. Die Bilanz steht den Gesellschaftern am Gesellschaftssitz zur Verfügung.

Art. 19. Fünf Prozent des Reingewinns werden für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage verwendet bis diese Rücklage zehn Prozent des Gesellschaftskapitals darstellt.

Der Saldo steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 20. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Abwicklung von einem Liquidator ausgeführt welcher kein Gesellschafter sein muss und der von den Gesellschaftern ernannt wird, welche seine Befugnisse und seine Entschädigung festlegen.

Art. 21. Für alle in diesen Statuten nicht vorgesehenen Punkten, berufen und beziehen sich die Gesellschafter auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, und dessen Abänderungen, betreffend die Handelsgesellschaften.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2007.

Einzahlung der Anteile

Alle Anteile wurden in bar eingezahlt, so dass die Summe von fünfzehn tausend Euro (15.000,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Gründungskosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Entgelte oder Belastungen jeder Art, die der Gesellschaft zufallen werden, beläuft sich auf ungefähr neun hundert Euro.

Die Komplementen erklären, dass die gegenwärtige Gesellschaft als Familiengesellschaft zu betrachten ist, da die beiden Gesellschafter Ehepartner sind.

Ausserordentliche Generalversammlung

Anschließend haben sich die Komplementen zu einer außerordentlichen Generalversammlung eingefunden, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären, und folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-1511 Luxemburg, 111, avenue de la Faïencerie.
- 2.- Zu Geschäftsführern auf unbestimmte Dauer werden ernannt:
 - a) Herr Bernd Görgen, Sanitäter, geboren in Trier, (Bundesrepublik Deutschland), am 21. Juli 1974, wohnhaft in D-54338 Schweich, Richtstrasse 33, technischer Geschäftsführer.
 - b) Frau Nadine Neufing, Angestellte, geboren in Trier, (Bundesrepublik Deutschland), am 21. März 1987, wohnhaft in D-54317 Osburg, Misselbachstrasse 15, kaufmännische Geschäftsführerin, und
 - c) Herr Thomas Maximilian Ludwig, Rettungsassistent, geboren in Trier, (Bundesrepublik Deutschland), am 1. Dezember 1979, wohnhaft in D-54294 Trier, Zum Römersprudel 116, kaufmännischer Geschäftsführer.
- 3.- Die Gesellschaft kann in allen Umständen und für alle Operationen durch die Einzelunterschrift des technischen Geschäftsführers rechtmäßig vertreten werden.

Bis zu einem Betrag von 1.500,- EUR, kann die Gesellschaft ebenfalls durch die Einzelunterschrift eines kaufmännischen Geschäftsführers rechtsgültig verpflichtet werden; für jegliche Verpflichtungen welche diesen Betrag überschreiten ist die obligatorische und unumgängliche Mitunterschrift des technischen Geschäftsführers erforderlich.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: F.-J. Ludwig, U. M. Ludwig, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 février 2007, vol. 541, fol. 11, case 4, GRE/2007/811. — Reçu 75 euros.

Le Receveur ff. (signé): Bentner.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 15 mars 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2007041897/231/136.

(070038561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

HBI Delta GP S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 108.364.

Le bilan au 16 août 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007041174/805/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 mars 2007, réf. LSO-CC04114. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Bewise S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 110.092.

Le bilan de la société au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007041275/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2007, réf. LSO-CC02226. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Carpathian Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 109.154.

Dépôt rectificatif du bilan pour la période du 5 juillet 2005 (date de constitution) au 31 décembre 2005 déposé le 19 décembre 2006, enregistré sous le n° LSO BX03703 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Luxembourg, le 26 février 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007041256/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2007, réf. LSO-CB07060. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Goodwill Benelux, Société à responsabilité limitée,

(anc. Goodlux S.à r.l.).

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 125.181.

—

Les statuts coordonnés suivant l'acte n ° 42840 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger

Notaire

Référence de publication: 2007041238/211/12.

(070038085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Wolff-Weyland Noerdange S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8551 Noerdange, 14, rue de Niederpallen.

R.C.S. Luxembourg B 99.398.

—

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007041202/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2007, réf. LSO-CB02905. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

H.I.S. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J. F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 61.239.

—

Le bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mars 2007.

H.I.S. S.A.

MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Administrateur

Signatures

Référence de publication: 2007041320/683/17.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mars 2007, réf. LSO-CC03742. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Immobilière Arenberg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 39.970.

—

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2007.

Le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2007041197/1103/14.

Enregistré à Luxembourg, le 16 mars 2007, réf. LSO-CC03878. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

EOI Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 13, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 83.029.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EOI PROPERTY S.à r.l.
FINDI S.à r.l. / MADAS S.à r.l.
Manager / Manager
Signature / Signature

Référence de publication: 2007041315/795/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 mars 2007, réf. LSO-CC03427. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Cockspur Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 39.867.

Le bilan au 31 mars 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COCKSPUR HOLDING S.A.
LOUV S.à r.l. / MADAS S.à r.l.
Administrateur / Administrateur
Signature / Signature

Référence de publication: 2007041318/795/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 mars 2007, réf. LSO-CC03443. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Forêt Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 56.366.

Le bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2007.

FORET HOLDING S.A.
MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.
Administrateur
Signatures

Référence de publication: 2007041321/683/17.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mars 2007, réf. LSO-CC03747. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Topinambour S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 92.591.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2007.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2007041322/504/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 mars 2007, réf. LSO-CC02121. - Reçu 20 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070038234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Patron Lepo X S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 123.327.

—
En vertu de l'acte de transfert de parts, daté du 13 mars 2007, PATRON LEPO S.à r.l., une société à responsabilité limitée de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg 122.951) ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, a transféré la totalité de ses parts détenues dans la société de la manière suivante:

- 500 parts sociales à PATRON LEPO IX S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg B 123.328), ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2007041380/587/17.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mars 2007, réf. LSO-CC03805. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070038751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Hezias B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 101.003.

—
Le bilan de la société au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007041276/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2007, réf. LSO-CC01071. - Reçu 16 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070038350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Optique Berg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 23.938.

—
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2007.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2007041277/1132/14.

Enregistré à Luxembourg, le 16 mars 2007, réf. LSO-CC03974. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070038356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Raval Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, Zone Industrielle, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 89.008.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2005, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Proffitt
Administrateur délégué

Référence de publication: 2007041278/1682/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mars 2007, réf. LSO-CC03589. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Angerbach S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 112.531.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n^o 46322 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger
Notaire

Référence de publication: 2007041227/211/11.

(070038382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

Cheficomin, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 7.537.

—
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mars 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007041200/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2007, réf. LSO-CC02286. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.

4 Star Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 107.857.

—
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mars 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007041199/5878/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mars 2007, réf. LSO-CC03803. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070038636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.
